

Des risques et conflits à la paix et la prospérité

L'URGENCE DE SÉCURISER LES DROITS
FONCIERS COMMUNAUTAIRES DANS UN
MONDE EN PLEINE TURBULENCE

INITIATIVE DES DROITS ET RESSOURCES
RAPPORT ANNUEL 2016-2017



L'INITIATIVE DES DROITS ET RESSOURCES

L'Initiative des droits et ressources (RRI) est une coalition mondiale de 15 partenaires, 6 réseaux affiliés, 13 membres associés internationaux et plus de 150 organisations locales, régionales et internationales engagées à faire progresser les droits relatifs aux terres forestières et aux ressources des peuples autochtones et des communautés locales. RRI s'appuie sur la collaboration avec les membres de la coalition et sur leur expertise pour promouvoir le respect des droits locaux sur les terres et les ressources et susciter une réforme progressive des politiques et des marchés.

RRI est coordonnée par le Groupe des droits et ressources, une organisation à but non lucratif basée à Washington, D.C. Pour plus d'informations, consultez www.rightsandresources.org.

PARTENAIRES



RESEAUX AFFILIES



BAILLEURS DE FONDS



Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne sont pas nécessairement partagées par les organisations qui ont généreusement soutenu ce travail.

Ce travail est autorisé en vertu d'un Licence Creative Commons Attribution CC BY 4.0.

SYNOPSIS :

Droits et Ressources

2016-2017

2016 a été marqué par des secousses politiques majeures. Le Brexit, la réponse apportée à la crise des réfugiés en Europe, l'élection de Rodrigo Duterte aux Philippines et de Donald Trump aux États-Unis, le parcours mouvementé de la paix en Colombie, la multiplication des meurtres et la persécution accrue des défenseurs des droits fonciers, la réduction de l'espace démocratique et les troubles civils majeurs au Brésil et en Éthiopie autour des droits fonciers ont tous mis à mal les modèles de développement conventionnels et la primauté des droits humains. Et, malgré le spectre de plus en plus menaçant de la crise climatique, de nombreux gouvernements ont hésité à s'engager pour agir, quand ils n'ont pas carrément reculé. Au milieu de ces chocs politiques et de ces marches arrières gouvernementales, on a cependant pu observer une tendance mondiale constante et encourageante : il est désormais amplement reconnu que les droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales sont essentiels pour assurer la paix et la prospérité, le développement économique, la sûreté des investissements, et l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques.

Cette tendance comporte un aspect étonnant : pendant que les gouvernements tergiversent à outrance, un nombre décisif d'investisseurs et d'entreprises particulièrement influents admettent désormais les arguments économiques qui justifie le respect des droits fonciers communautaires. Il est également de plus en plus reconnu que les projets de développement qui ignorent les droits communautaires sont porteurs de risques considérables du point de vue financier et en termes d'atteinte à la réputation, qu'ils génèrent des conflits avec les populations locales et qu'ils ne tiennent presque jamais leurs promesses en matière de développement.

A posteriori, on peut citer au moins cinq autres évolutions à noter en 2016. D'abord, bien que le monde soit de plus en plus conscient du risque foncier, les peuples autochtones et les communautés locales font face à des niveaux croissants de violence et de criminalisation lorsqu'ils se battent pour leurs droits, et les femmes en particulier.

En deuxième lieu, malgré la violence qui leur est parfois opposée, ces groupes ont remporté des victoires majeures dans la sécurisation des droits sur le terrain. Au moins 400 000 hectares de forêts sont passés sous leur contrôle en 2016, et des mobilisations d'envergure mondiale ont opposé une résistance efficace à de nouveaux investissements qui menaçaient leurs terres et leurs ressources.

Droits et Ressources suite

En troisième lieu, certaines institutions de financement du développement ont pris position comme acteurs de poids dans la lutte pour les droits fonciers. Ces investisseurs ont une influence considérable sur les investissements dans le monde en développement, et leur positionnement pourrait être le signe avant-coureur d'une évolution plus profonde dans le secteur financier.

En quatrième lieu, il est apparu que de nombreuses entreprises, ayant pris des engagements en faveur de la prévention de la déforestation et du respect des droits humains, ne sont pas prêtes de les tenir. Le changement des vieux modèles d'affaires, qui ont souvent ignoré les droits des populations locales, va demander de plus grands efforts.

Enfin, l'Accord de Paris a été ratifié en 2016 par un nombre suffisant de gouvernements, mais peu d'entre eux se sont appuyés sur la reconnaissance des droits communautaires comme stratégie centrale de lutte contre les changements climatiques.

L'année précédente, nous avons salué le lancement d'une nouvelle plateforme d'outils et d'institutions qui étaient conçus pour accélérer la transition de « l'engagement » vers « l'action. » Cette année, les peuples autochtones et les communautés locales ont commencé à activer ces leviers pour catalyser le changement. Nous nous trouvons désormais face à des opportunités majeures pour sécuriser des millions d'hectares de forêts communautaires, et pour l'avènement d'investissements et de modèles d'affaires d'avant-garde respectueux des droits fonciers locaux. Les turbulences dans la sphère politique vont sans doute persister durant une bonne partie de l'année 2017, mais le chemin qui conduit des risques et conflits à la paix et la prospérité reste clair et prometteur.

Table des matières

	SYNOPSIS	1
	ACRONYMES	4
PREMIÈRE PARTIE : Les risques fonciers, les conflits et la voie de la prospérité		5
	DEUXIÈME PARTIE : 2016 à la loupe : cinq faits majeurs qui ont marqué cette année	13
Peur, violence et défense : les communautés de plus en plus criminalisées et violentées pour vouloir défendre leurs moyens traditionnels de subsistance et préserver leurs territoires		13
Des avancées en parallèle : les peuples autochtones et les communautés remportent des victoires majeures dans la protection de leurs droits fonciers		16
Le levier du financement public : les institutions de financement du développement, nouvelles figures de proue des droits fonciers communautaires		18
Mise en œuvre à la traîne : les entreprises tardent à implémenter leurs engagements et à transformer leurs modèles économiques		20
L'Accord de Paris dans l'incertitude : quelques gouvernements avancent, d'autres retardent les réformes et reculent sur les droits		23
	TROISIÈME PARTIE : Priorités pour avancer en 2017	29
	NOTES DE FIN	33
	DÉDICACE ET REMERCIEMENTS	45
	GRAPHIQUES	
Graphique 1 : Le grand fossé : PIB en Afrique subsaharienne, % de changement d'une année sur l'autre		6
Graphique 2 : Moteurs de conflit en Afrique		7
Graphique 3 : Stockage de carbone forestier de surface dans les territoires collectifs		10
Graphique 4 : Décès de militants pour les droits fonciers et l'environnement, total mondial, 2006-2015		14
Graphique 5 : Potentiel de reconnaissance des droits communautaires sur les ressources forestières en Inde, 2007-2016		24
	ENCADRÉS	
Encadré 1 : Aperçu détaillé des conflits liés à la tenure foncière en Afrique		7
Encadré 2 : Huile de palme et violation des droits fonciers des communautés et des femmes au Liberia		21
Encadré 3 : Instabilité, élections et processus de réforme foncière		27

ACRONYMES

DEG	Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft mbH (Corporation allemande d'investissement)
IFD	Institution de financement du développement
RDC	République démocratique du Congo
BEI	Banque européenne d'investissement
UE	Union européenne
FARC	Forces armées révolutionnaires de Colombie
FLEGT	Plan d'action pour l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (UE)
FMO	Entreprise néerlandaise de financement du développement
FRA	Forest Rights Act (Loi indienne sur les droits forestiers)
FUNAI	Fundação Nacional do Índio (Fondation nationale de l'Indien, Brésil)
FVC	Fonds vert pour le climat
GVL	Golden Veroleum Liberia
IFC	Société financière internationale
MtC	Millions de tonnes métriques de dioxyde de carbone
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PIB	Produit intérieur brut
RRI	Initiative des droits et ressources
RSPO	Table ronde sur l'huile de palme durable
SDI	Institut du développement durable (Liberia)
SEL	Stora Enso Laos
UK	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord
PNUE	Programme des Nations Unies sur l'environnement
USD	Dollar(s) américain(s)
VGGT	Directives volontaires de la FAO pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale
ZIDRES	Zonas de Interés de Desarrollo Rural, Económico y Social (Zones d'intérêt de développement rural et économique, Colombie)



1

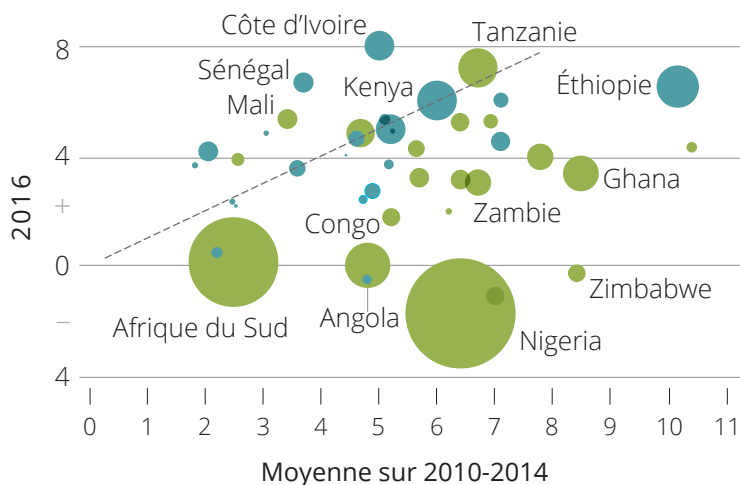
Les risques fonciers, les conflits et la voie de la prospérité

De nombreux pays luttent encore pour remonter la pente depuis la crise financière de 2008. Même dans le monde en développement, qui concentre plus des trois quarts de la croissance pour 2016, les inégalités n'ont jamais été plus profondes et les perspectives économiques des ménages plus incertaines.¹ L'instabilité politique, la ruée aux ressources, la crise des réfugiés² et la menace grandissante des changements climatiques ne font qu'aggraver ces difficultés.

Ces dernières années, les gouvernements d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, dans leurs efforts pour devenir des économies émergentes, ont drastiquement augmenté l'exploitation des ressources naturelles pour impulser la croissance économique. Beaucoup d'investisseurs se tournent vers l'Afrique comme le dernier horizon de terrains abordables, et de nombreux gouvernements considèrent l'investissement direct étranger comme un moyen de stimuler la croissance économique. Mais, loin de tenir leurs promesses de bien-être économique amélioré et partagé, ces investissements génèrent souvent des conflits, ainsi qu'une bataille d'intérêts concurrents sur des ressources de plus en plus rares.³ Le Fonds monétaire international a établi que les pays africains dont les économies dépendent entièrement de ressources naturelles — et sont par conséquent soumises à l'extrême volatilité des marchés mondiaux de denrées — ont des perspectives de croissance de seulement

Le Programme des Nations Unies sur l'environnement a révélé que 40% des conflits internes sont liés à des ressources naturelles et que les zones concernées sont deux fois plus exposées à de nouveaux épisodes conflictuels dans les cinq années suivantes.

Le grand fossé : PIB en Afrique subsaharienne, % de changement d'une année sur l'autre

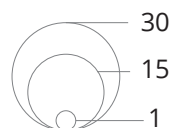


LÉGENDE:

Par pays

- Lourde pression sur les ressources
- Pression modérée sur les ressources

Taille = % du PIB régional



Source : Données du Fonds monétaire international. Reprises par The Economist. 2016. African Economies Are Growing at Very Different Speeds [La croissance à vitesses variables des pays africains].

0,3% pour 2016, alors que d'autres pays africains, moins dépendants des ressources, afficheraient 5,6% (Graphique 1).⁴ Cela démontre que les pays doivent impérativement se diversifier.⁵

Partout en Afrique, les investissements dans l'exploitation de ressources naturelles qui ont ignoré les droits locaux ont engendré des conflits graves et coûteux (Encadré 1). L'extraction minière, les infrastructures et les projets d'énergies renouvelables — qui vont vraisemblablement se multiplier dans les années à venir — sont également de puissants moteurs de conflits fonciers et de déforestation en Amérique latine, en Asie et en Afrique.⁶ Pourtant, ces projets produisent rarement les profits économiques escomptés par les gouvernements et les populations locales.⁷ L'Atlas mondial de la justice environnementale a documenté plus de

ENCADRÉ 1

Aperçu détaillé des conflits liés à la tenure foncière en Afrique

De nouvelles recherches conduites par les consultants de TMP Systems ont examiné 32 cas de conflits fonciers en Afrique de l'Ouest, du Sud et de l'Est, et les ont comparés à 281 cas hors continent africain. Plus de 69% des conflits africains ont infligé des retards aux activités des investisseurs et des pertes financières consécutives à ces retards, un pourcentage largement supérieur aux 56% de la moyenne mondiale. Cette conclusion est importante étant donné que la région est actuellement considérée comme une cible attractive pour l'investissement international. La densité démographique autour des sites en dispute en Afrique de l'Ouest était supérieure à tous les autres cas examinés, ce qui contredit la conviction de l'existence de larges portions de terres disponibles dans la région.

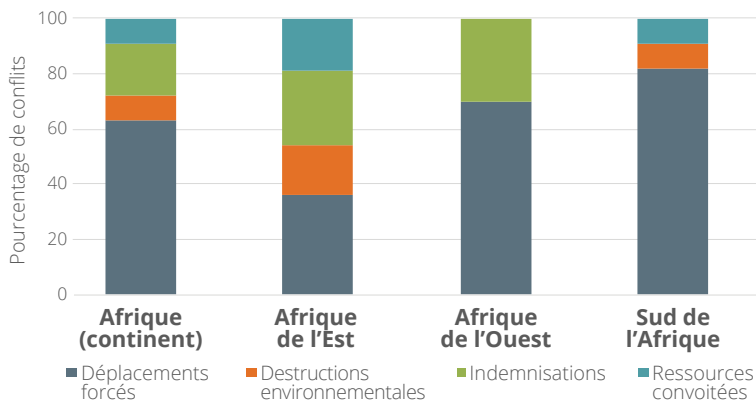
Les recherches ont montré que le déplacement de populations locales a été le principal moteur de différends liés à des investissements en Afrique, et qu'il y était une cause de conflit plus répandue qu'ailleurs dans le monde. Les taux de violence étaient également bien plus élevés que la moyenne mondiale dans le Sud de l'Afrique, mais plus bas en Afrique de l'Ouest, où les communautés étaient plus susceptibles d'utiliser des campagnes médiatiques, et en Afrique de l'Est, où elles sont plus à même de recourir à des moyens légaux pour obtenir réparation.

D'après l'étude, les litiges relatifs à l'eau constituent un autre risque majeur pour les investissements dans le continent, et ils sont fréquents, même lorsqu'il semble y avoir des ressources suffisantes. L'accès à l'eau potable à proximité des sites concernés était particulièrement difficile.⁸ Dans l'ensemble, le fait de restreindre l'accès ou de détruire des ressources naturelles dont les communautés ont besoin est un motif fréquent de différends au niveau mondial.⁹

La recherche montre qu'il est pratiquement impossible pour les entreprises de résoudre les conflits avec les populations locales par des moyens financiers : au niveau global, moins de 7% des conflits fonciers avaient pour cause principale des questions de compensation financière—à noter toutefois que ce pourcentage est de 21% en Afrique.¹⁰

GRAPHIQUE 2

Moteurs de conflit en Afrique



Source : TMP Systems et RRI. 2017. Tenure and Investment in Africa [Tenure et investissement en Afrique].

1 880 conflits répartis dans le monde, nombre desquels sont le résultat de projets extractifs ayant pollué ou endommagé les terres, l'air, l'eau, les forêts et les moyens de subsistance des communautés.¹¹

En 2016, l'analyse de 289 conflits en Inde a établi que près de 80% de ces conflits découlaient de projets de développement et d'industrialisation, les infrastructures étant le premier et le principal motif de mécontentements. Ces conflits ont touché 3,2 millions de personnes et ont mis en danger plus de 179 milliards USD d'investissements. L'étude a conclu que la plupart de ces conflits ont pris racine lorsque le gouvernement a détourné des terres sans obtenir l'accord des communautés.¹²

Beaucoup de ces conflits étaient localisés, mais le non respect des droits des communautés locales peut conduire à des confrontations plus larges, voire menacer la stabilité de l'État. Par exemple, les troubles civils et politiques en Éthiopie — qui ont conduit le gouvernement à déclarer l'état d'urgence en octobre¹³ — étaient en partie liés aux menaces pesant sur les droits fonciers suite à la décision gouvernementale de dégager des terrains boisés pour un projet d'investissement.¹⁴ L'organisation Human Rights Watch a estimé que les forces de l'ordre éthiopiennes ont abattu plus de 400 manifestants et observateurs, et ont arrêté des dizaines de milliers de personnes, laissant par ailleurs un nombre incalculable de blessés.¹⁵ Les militants éthiopiens sont confrontés à un espace démocratique de plus en plus restreint, et doivent composer avec le contrôle gouvernemental accru sur les médias et un système judiciaire peu fiable.¹⁶

Les pays dont la quasi-totalité du territoire est sous propriété étatique sont plus exposés à tomber dans la catégorie « États fragiles » de la Banque mondiale, que les pays où les communautés ont un pourcentage plus élevé de propriété foncière.¹⁷ Le Programme des Nations Unies sur l'environnement (PNUE) a révélé que 40% des conflits internes sont liés à des ressources naturelles et que les zones concernées sont deux fois plus exposées à de nouveaux épisodes conflictuels dans les cinq années suivantes.¹⁸ Le PNUE a également signalé que la façon dont les ressources naturelles sont distribuées peut faire qu'un accord de paix « passe ou casse. » Sécuriser les droits fonciers est une composante essentielle de la construction de la paix post-conflit pour des pays comme la Colombie et le Mali, dont les conflits étaient en partie alimentés par l'insécurité de ces droits.



Rien qu'en Inde, sécuriser les droits fonciers non reconnus des peuples autochtones et des communautés pourrait assurer les moyens de subsistance d'au moins 200 millions de personnes et préserver plus de 34 millions d'hectares de forêts — ce qui constituerait un grand pas en avant pour permettre au pays de tenir les engagements pris dans le cadre des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris.

Les entreprises privées qui investissent dans le monde en développement exposent également leurs investissements et leurs réputations à un risque significatif lorsqu'elles négligent les droits des peuples autochtones et des communautés locales. Le « risque foncier » est le risque financier associé au transfert de droits fonciers sans le consentement des communautés concernées. En effet, l'un des faits les plus marquants de 2016 a été qu'un nombre important d'investisseurs et d'entreprises très influents ont compris que le monde en développement ne comporte pas de grandes étendues inhabitées ou vacantes et que le « risque foncier » est réel, significatif et beaucoup plus complexe qu'une simple question d'atteinte à la réputation. Les recherches montrent que 93 à 99% des concessions dans les marchés émergents s'étendent sur des territoires habités.¹⁹ En fait, le risque foncier est pratiquement omniprésent dans les pays en développement, et les querelles relatives à des terres en dispute peuvent conduire à des conflits, des litiges règlementaires et des retards dans les projets, qui sont susceptibles de multiplier les coûts opérationnels du projet jusqu'à 29 fois, voire de conduire à l'abandon pur et simple du projet.²⁰

Cela signifie que le secteur privé commence tout juste à comprendre ce que de nombreux praticiens des politiques de développement savent depuis des années : pour que les pays se développent de façon équitable et prennent appui sur une paix durable, la sécurisation et la protection des droits fonciers et des moyens de subsistance de leurs populations les plus pauvres et les plus marginalisées est un premier pas essentiel. Les peuples autochtones et les communautés locales dépendent des forêts et des pâturages pour leur alimentation, pour trouver refuge, pour obtenir un revenu et générer des emplois. Des droits sécurisés engendrent des revenus plus élevés, une meilleure sécurité alimentaire et un plus grand degré de résilience aux aléas tant économiques que climatiques. Rien qu'en Inde, sécuriser les droits fonciers non reconnus des peuples autochtones et des communautés pourrait assurer les moyens de subsistance d'au moins 200 millions de personnes et préserver plus de 34 millions d'hectares de forêts — ce qui constituerait un grand pas en avant pour permettre au pays de tenir les engagements pris dans le cadre des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris.²¹

Là où les droits ont été reconnus dans ce pays, la démarche a été suivie d'une hausse des revenus et d'une meilleure gestion forestière. Les résidents du village Sirsanapalli dans l'État de Andhra Pradesh, par exemple, ont commencé à recevoir des revenus significatifs du commerce du bambou après que leurs droits furent reconnus et ont consacré la moitié de ces revenus à la restauration des forêts.²² En Chine, les réformes ont renforcé les droits de plus de 400 millions de personnes sur quelques 100 millions d'hectares de forêts et ont permis une augmentation progressive et soutenue des revenus des paysans.²³ Les parcelles familiales et les petites exploitations de Java, en Indonésie, ont ajouté plus de valeur dans l'économie nationale à des coûts beaucoup plus bas que les

productions industrielles d'huile de palme, de caoutchouc et de pulpe à papier de Sumatra et du Kalimantan, régions dans lesquelles les droits communautaires ont été massivement transférés à des entreprises étrangères.²⁴

La sécurisation des droits des femmes sur les terres et ressources communautaires, en particulier, génère des avantages supplémentaires en matière de développement équitable et de stabilité sociale. Les femmes pâtissent de façon disproportionnée des acquisitions foncières²⁵ et des violences liées aux conflits qui en découlent.²⁶ En 2016, une étude de la Banque mondiale a signalé que les niveaux de violence, de mariage de mineures et de pauvreté baissent lorsque les femmes disposent de droits fonciers solides,²⁷ et d'autres recherches ont ajouté que la sécurisation des droits fonciers des femmes génère des revenus plus élevés — dont une part plus importante est ensuite investie dans l'éducation — et des niveaux plus faibles de malnutrition infantile.²⁸

La sécurisation des droits des peuples autochtones et des communautés sur la terre et les ressources est aussi un outil central dans la lutte mondiale pour l'atténuation des changements climatiques. La crise climatique est désormais une quasi-certitude : la calotte glaciaire arctique a connu son repli le plus important de l'histoire en 2016.²⁹ Cependant, les mesures prises par les gouvernements sont insuffisantes pour faire face à cette menace croissante et, avec le Président Trump, l'engagement des États-Unis dans l'Accord de Paris est en jeu. Si le deuxième émetteur mondial de CO₂ revient sur ces engagements,³⁰ d'autres pourraient le suivre.

Là où les communautés ont des droits sécurisés, les taux de déforestation sont plus faibles et le stockage de carbone plus important.³¹ En 2016, de nouvelles recherches ont indiqué que les terres boisées des peuples autochtones et des communautés renferment au moins un quart du carbone forestier tropical

GRAPHIQUE 3

Stockage de carbone forestier de surface dans les territoires collectifs

au moins **54 546 MtC**

contenues dans les terres forestières autochtones
et communautaires

au moins **24%**

du total mondial de carbone de surface
en forêts tropicales

Mésoamérique
4 007 MtC

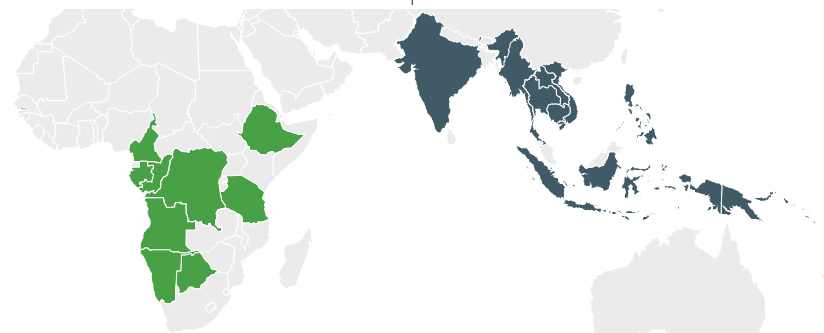


Amérique du Sud
30 019 MtC

Afrique subsaharienne
8 376 MtC



Asie du Sud et du Sud-Est
et Pacifique
12 144 MtC



Source : RRI, Woods Hole Research Center et World Resource Center. 2016.
Vers une base de référence mondiale du stockage du carbone.

sur la surface terrestre, l'équivalent de 54 546 millions de tonnes métriques, soit quatre fois les émissions mondiales de dioxyde de carbone en 2014 (Graphique 3).³² Au moins un dixième (et probablement bien plus que ça, étant donné la reconnaissance limitée des droits communautaires) du carbone de surface dans ces forêts se trouve sur des terres communautaires dépourvues de reconnaissance légale, et donc exposées aux accaparements de terres et à la déforestation.³³ Avec l'inadéquation des engagements gouvernementaux, cette réalité rend d'autant plus urgent pour les philanthropes, les investisseurs, les entreprises et les ONG de miser sur une stratégie rentable et efficace de lutte contre les changements climatiques³⁴ : la sécurisation des droits fonciers communautaires. Sans cela, la capacité du monde à affronter efficacement les changements climatiques sera radicalement compromise.³⁵

La paix et la prospérité exigent des droits sécurisés et protégés sur les terres et les ressources, au profit des 2,5 milliards d'habitants de terres communautaires qui dépendent directement de ces ressources, et des milliards d'autres personnes qui désirent des sociétés stables, une croissance économique durable et équitable, et la tenue des engagements de l'Accord de Paris.³⁶ Personne ne sait cela mieux que les peuples autochtones et les communautés locales du monde, dont les actions dévouées et concertées, et les sacrifices, sont en train d'impulser le changement à tous les niveaux. Dans la deuxième partie, les cinq faits majeurs ayant marqué 2016 sont passés en revue, et quelques pistes sont dégagées pour façonner les efforts qui permettront de garantir la paix et la prospérité en 2017 et au-delà.



2

2016 à la loupe : cinq faits majeurs qui ont marqué cette année

Des poussées nationalistes, des vagues de réfugiés affluant des zones de guerre, la certitude croissante d'une crise climatique grave et des violences aggravées contre les défenseurs des droits fonciers ont entaché 2016. Dans un climat de grand bouleversement politique, cinq faits majeurs survenus durant cette année vont façonner les efforts pour sécuriser les droits communautaires et préserver les moyens de subsistance pendant et après l'année 2017.

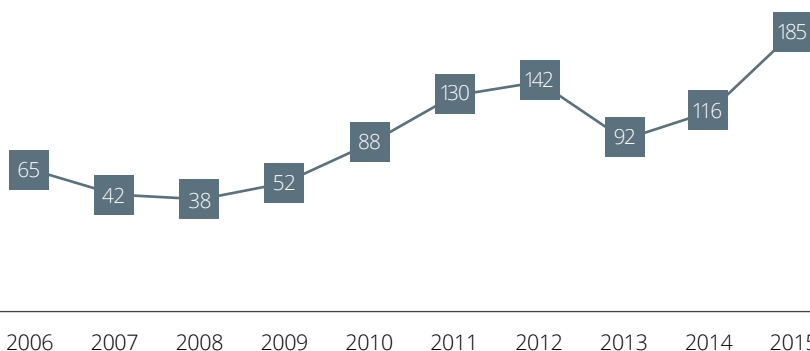
Peur, violence et défense : les communautés de plus en plus criminalisées et violentées pour vouloir défendre leurs moyens traditionnels de subsistance et préserver leurs territoires

Les peuples autochtones et les communautés locales ne disposent de droits légalement reconnus que sur un cinquième des terres qu'ils revendiquent au niveau mondial.³⁷ En 2016, les communautés sont restées mobilisées aux niveaux local, national et mondial pour exiger le respect de leurs droits sur les terres et les ressources. En même temps, elles ont dû faire face à des violences et des persécutions accrues en raison de leur militantisme, mais aussi simplement pour se trouver sur des terres convoitées par d'autres.

Le ciblage et l'assassinat de militants des droits fonciers constituent une crise humanitaire ainsi qu'un obstacle au développement durable, à l'atténuation des changements climatiques et à la stabilité sociale. Il est impossible de concevoir la paix sans aborder cette grave, et croissante, menace. Un rapport de Global Witness paru en juin 2016 a désigné 2015 comme étant la pire année en termes d'assassinats de militants en faveur des droits fonciers et environnementaux : 185 décès sont répertoriés dans l'étude, dont 122 en Amérique latine (Graphique 4).³⁸ Cette violence n'a pas fléchi en 2016. En **Colombie**, les assassinats de militants autochtones se sont drastiquement accrus en représailles de l'accord de paix initial signé entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC)³⁹ et le gouvernement colombien : 52 leaders communautaires ont été tués rien qu'en octobre et novembre.⁴⁰

GRAPHIQUE 4

Décès de militants pour les droits fonciers et l'environnement, total mondial, 2006-2015



Source : Global Witness. 2016. On Dangerous Ground. Global Witness. 2014. Deadly Environment.

En mars, le meurtre très médiatisé de la militante des droits fonciers **hondurienne** et lauréate du Prix Goldman Berta Cáceres a mis en lumière la vulnérabilité des leaders autochtones et les risques accrus qui pèsent sur les femmes. Un rapport d'Oxfam International a signalé une augmentation des attaques à l'encontre de militantes des droits humains à **El Salvador**, au **Guatemala**, au **Honduras** et au **Mexique**.⁴¹ La reconnaissance internationale offre une protection bien faible aux femmes activistes, qui sont souvent perçues comme contestataires des règles de genre établies et des traditions socioculturelles. Leurs assassinats, tout comme ceux des hommes militants, restent souvent irrésolus, parfois avec la complicité d'agents gouvernementaux et d'entreprises. Même sous le regard inquisiteur de la communauté internationale, le gouvernement hondurien a refusé de fournir une protection à Berta Cáceres, et ce en dépit d'une requête formelle de la part de la Commission interaméricaine des droits humains.

Global Witness a noté que les gouvernements et les élites économiques, en particulier en Afrique, tendent à considérer le travail des militants pour les droits fonciers comme un obstacle à la croissance économique, même lorsque les communautés subissent la perte de leurs moyens de subsistance.⁴² Les gouvernements et les entreprises traitent souvent les populations locales comme des intrus sur les terres qu'elles occupent et dont elles dépendent depuis des générations. Au **Liberia**, le personnel de l'ONG Green Advocates, qui travaille pour protéger les droits fonciers des communautés rurales appauvries contre

les entreprises d'huile de palme et d'autres investissements néfastes, a dû se cacher après avoir reçu des menaces provenant de la police. Et ce n'est que le tout dernier exemple dans une longue série d'intimidations et de harcèlements à l'encontre des communautés et de leurs alliés au Liberia.⁴³

Dans de nombreux cas, la criminalisation des peuples autochtones et des communautés locales, et la violence à leur encontre, se produisent au nom de la conservation. On estime à plusieurs millions le nombre de personnes déplacées de leurs terres pour laisser place à des aires protégées, malgré le fait clairement établi que les communautés locales sont les plus à même de préserver ces terres.⁴⁴ Et les aires protégées continuent de s'étendre : en 1980, elles couvraient globalement 8,7 millions de kilomètres carrés ; cette surface était multipliée par quatre en 2014, et leur croissance ne s'est pas interrompue depuis.⁴⁵ Cet état de fait risque de s'aggraver avec les efforts déployés par les pays pour atteindre les Cibles d'Aichi pour la biodiversité, qui prescrivent l'établissement d'aires protégées sur davantage de plans d'eau terrestres et intérieurs, ainsi que de nouvelles aires côtières et marines.⁴⁶

Reconnaissant les injustices commises dans les aires protégées, les principales organisations de conservation du monde se sont engagées à respecter les droits fonciers communautaires dans les Accords de Durban de 2005.⁴⁷ Mais un rapport de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz, paru en 2016, a indiqué que les projets de conservation continuent d'ignorer les droits, de créer des conflits et de mettre en péril les objectifs climatiques sur le long terme.⁴⁸ En décembre, le Service **kenyan** des forêts, qui a pour habitude de déplacer des populations autochtones et de brûler leurs habitations au nom de la conservation, a pris un avis d'expulsion contre le peuple Sengwer et ne lui a donné que sept jours pour évacuer leur communauté.⁴⁹

La lutte contre la criminalisation des militants pour les droits environnementaux et fonciers va demander des efforts considérablement plus importants. De nombreux militants, y compris Berta Cáceres et son collègue Nelson Garcia, ont vécu au quotidien sous le poids de violentes menaces jusqu'au jour de leur assassinat, mais ont refusé de céder. En 2016, les peuples autochtones et les communautés locales ont poursuivi leur lutte pour la protection de leurs habitations, de leurs forêts et de leurs moyens de subsistance coutumiers au mépris des risques, et ont établi de nouveaux outils et de nouvelles approches pour faire face aux graves effets de cette criminalisation. En **Indonésie**, un nouveau fonds d'urgence géré par le Comité national de la réforme agraire octroie aux personnes ainsi criminalisées des subventions jusqu'à 5 000 USD pour leur prêter assistance dans les cas les plus urgents. Le fonds a déjà bénéficié à 18 634 personnes en offrant une assistance juridique, un soutien médical et psychologique, un abri, un relogement, ainsi qu'une aide financière pour les familles en difficulté.⁵⁰

Des avancées en parallèle : les peuples autochtones et les communautés remportent des victoires majeures dans la protection de leurs droits fonciers

En 2016, les peuples autochtones et les communautés locales ont remporté des victoires tant dans la reconnaissance de leurs droits que dans la sécurisation des terres et ressources qui sont historiquement les leurs. Les efforts des populations autochtones et des communautés au **Cameroun**, en **Indonésie**, au **Liberia**, au **Mali**, au **Pérou** et au **Panama** leur ont permis de sécuriser leurs droits sur plus de 300 000 hectares. Cette avancée, qui va aboutir à la sécurisation d'un total d'1 million d'hectares d'ici la mi-2017, a été rendue possible par le soutien financier direct et l'assistance technique du Fonds international de tenure foncière et forestière (le "Tenure Facility"). Ce Fonds est le premier et le seul mécanisme de financement exclusivement dédié à soutenir les efforts des populations autochtones et des communautés en vue de la sécurisation des territoires par le biais de financements rapides et flexibles. Les projets pilotes, largement axés sur le partage des enseignements tirés, ont démontré la validité de ce modèle impulsé par les communautés.⁵¹

En **Indonésie**, par exemple, l'Alliance des peuples autochtones de l'Archipel (AMAN) est parvenue à sécuriser près de 200 000 hectares de terres forestières communautaires avec le soutien du Tenure Facility. Au total, le projet pilote indonésien est en passe de sécuriser les droits de plus de 485 communautés pour la protection de plus de 1,9 millions d'hectares de forêts. De façon similaire, au **Pérou**, la Sociedad Peruana de Derecho Ambiental et la Federación Nativa del Río Madre de Dios y Afluentes ont sécurisé des titres pour cinq communautés autochtones sur plus de 80 000 hectares et ont amélioré la sécurité des peuples autochtones volontairement isolés (« sans contact ») sur un couloir de forêt tropicale d'1 million d'hectares.⁵²

Les organisations communautaires ont également réussi à tisser des alliances avec la société civile, les universités et d'autres groupes de peuples autochtones en 2016 pour lutter ensemble en faveur de leurs droits. En **Colombie**, les alliances entre les organisations afro-descendantes et celles des peuples autochtones sont parvenues à faire inclure dans l'accord de paix des garanties de leurs droits fonciers. Une victoire historique a également été remportée en matière de titularisation foncière : l'argumentaire des conseils communautaires et le travail d'analyse fourni par la Pontificia Universidad Javeriana ont permis à la communauté afro-descendante Guacoche d'obtenir enfin un titre officiel sur son territoire collectif. Le titre Guacoche est la première demande approuvée dans la région caraïbe depuis 2012 et ne sera — nous l'espérons — pas la dernière.

Aux **États-Unis** et au **Canada**, les Amérindiens ont également noué de nouvelles alliances en 2016 pour résister aux assauts lancés contre leurs territoires. Lorsque le pipeline Dakota Access a été déplacé en territoire Sioux pour satisfaire aux plaintes d'autres Américains relatives au risque de pollution des eaux, les Sioux

ont été criminalisés pour soulever les mêmes objections.⁵³ En réaction, ils se sont mis en lien avec d'autres peuples autochtones, des environmentalistes et des groupes militants, y compris Black Lives Matter, pour faire connaître au grand public leur situation.⁵⁴ Des leaders de l'Alliance mésoaméricaine des peuples et des forêts ont fait le déplacement jusqu'à Standing Rock, aux États-Unis, pour montrer leur solidarité avec les Sioux.⁵⁵ Et ce sont les efforts déployés par les membres du Parlement Sámi en **Norvège** — avec des preuves fournies par un avocat Navajo — qui ont poussé la plus grosse banque de Norvège, la DNB, à se désengager du pipeline.⁵⁶ D'autres investisseurs suivent l'exemple de la DNB.⁵⁷ En décembre, l'administration Obama a refusé le permis requis pour le démarrage du projet et a annoncé que des tracés alternes étaient en cours d'exploration ; cependant, il est à craindre que le Président Trump revienne sur cette décision.⁵⁸

Enfin, en 2016, les communautés ont résisté aux tentatives de contournement de leurs droits par le biais de recours judiciaires et d'autres mécanismes de compensation. En août, l'agence fédérale environnementale du **Brésil** a refusé le permis pour la construction du barrage de São Luiz do Tapajós sur le fleuve Tapajós qui menaçait d'inonder les territoires coutumiers du peuple Munduruku. Les Munduruku ont lutté contre ce projet pendant plus de cinq ans avec le soutien d'ONG comme l'Instituto Socioambiental et d'avocats du Bureau du procureur fédéral. Ce barrage aurait été le premier et le plus imposant de sept barrages prévus dans l'Amazonie.⁵⁹

Au **Pérou**, la communauté autochtone Shipibo, à Santa Clara de Uchunya, dans l'Amazonie, a dû se défendre contre Plantaciones Pucallpa SAC, une entreprise de production d'huile de palme qui dégageait des forêts coutumières sans l'accord de la communauté. Les Shipibo se sont alliés à des organisations régionales de peuples autochtones, à des ONG et à des organisations d'aide juridique, notamment la Federación de Comunidades Nativas de Corrientes, l'Instituto de Defensa Legal, Forest Peoples Programme et l'organisation britannique Environmental Investigation Agency, pour alerter les médias et pour déposer une plainte auprès de la Table ronde pour l'huile de palme durable (RSPO) et à la bourse de Londres. Tant le gouvernement péruvien que la RSPO ont ordonné à l'entreprise de cesser ses agissements, ce qu'elle a fini par faire. L'entreprise a par ailleurs été expulsée de la RSPO en octobre et n'est donc plus en mesure d'enregistrer les profits accrus découlant de l'huile de palme certifiée.⁶⁰ Le Pérou ayant déjà affecté 1,4 millions d'hectares à des projets de palmier à huile, il est probable que des conflits similaires se reproduisent à l'avenir.⁶¹

Malgré la dure réalité que subissent les militants sur le terrain dans de nombreux pays, la mobilisation continue : les femmes, les peuples autochtones et les communautés locales font usage de nouveaux outils, de nouvelles institutions de soutien, et d'un monde d'interconnexion numérique croissante. La Cour pénale internationale a annoncé en 2016 que la destruction environnementale et l'accapement de terres pourraient désormais déboucher sur des accusations de crimes contre l'humanité, ce qui ouvre peut-être une nouvelle perspective

pour les efforts communautaires.⁶² Les communautés utilisent de plus en plus ces mécanismes pour s'assurer que leurs messages soient entendus, et que ceux qui violent leurs droits soient traduits en justice.

Le levier du financement public : les institutions de financement du développement, nouvelles figures de proue des droits fonciers communautaires

Cela fait de nombreuses années que les institutions de financement du développement (IFD) sont aux prises avec les questions relatives aux droits fonciers, mais elles ont fait naître en 2016 de nouvelles perspectives en se posant comme promotrices de la sécurité foncière et des droits fonciers communautaires. Les IFD, telles la Société financière internationale (IFC), la Banque européenne d'investissement (BEI), le Groupe britannique CDC et l'allemande Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft mbH (DEG), constituent des investisseurs à grand impact qui, outre la recherche d'un retour sur investissement, ont vocation à servir l'intérêt général dans les économies en développement.⁶³

Les IFD jouent un rôle clé dans la formulation et la mise en œuvre des meilleures pratiques internationales en matière de diligence sociale et environnementale (par exemple, les Normes de performance établies par l'IFC).⁶⁴ Elles disposent d'un puissant levier d'influence sur les activités qu'elles financent, et offrent un point d'entrée aux organisations locales et régionales en quête de bonnes pratiques à suivre pour le respect de la tenure foncière locale.⁶⁵

Par le passé, les efforts des IFD sur les droits fonciers étaient souvent isolés, leur influence se limitant à la diligence en matière de tenure foncière. Mais ces dernières années, ces institutions ont commencé à entrevoir les nombreux avantages liés au respect des droits fonciers communautaires et à intensifier leurs efforts pour développer et faire appliquer des bonnes pratiques en matière de tenure. Ceci pourrait amorcer un changement significatif de l'architecture financière en faveur du respect des droits fonciers.

En 2016, cette combinaison d'expérience et d'expertise a été coordonnée par le biais d'initiatives comme le Groupe Interlaken (un réseau informel de dirigeants d'entreprises influentes, d'investisseurs, d'organisations de la société civile (OSC), de gouvernements et d'organisations internationales qui travaillent à l'expansion des actions du secteur privé en faveur de la sécurisation des droits fonciers communautaires), ayant pour objectif de générer et de guider une reconnaissance accrue de la tenure locale dans les investissements à base foncière.⁶⁶

En particulier, désormais certaines IFD sont activement engagées :

- **dans le partage et l'amélioration des meilleures pratiques et outils permettant de les soutenir.** En 2016, les IFD ont porté davantage d'attention

aux Directives volontaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (VGGT). Par exemple, la BEI, le Groupe CDC et Proparco sont en train d'évaluer leurs portefeuilles pour déterminer si ceux-ci respectent les lignes directrices établies dans les VGGT.⁶⁷

À travers le Groupe Interlaken, les IFD élaborent des stratégies pour satisfaire aux directives, atténuer le risque foncier, encourager le respect des droits fonciers dans les processus d'investissement, et améliorer les procédures de vérification environnementales et sociales. En 2016, la BEI a par ailleurs organisé un séminaire interne pour évoquer les travaux du Groupe Interlaken, y compris son guide pour la conformité aux VGGT, et le Groupe CDC a accueilli un séminaire pour les IFD sur les droits fonciers.

- **dans le partage des expériences et apprentissages tirés de leur mise en oeuvre.** Les IFD commencent également à partager leurs expériences du respect des droits fonciers en conditions difficiles. Par exemple, le Groupe CDC a divulgué les conclusions et les leçons qu'il a tirées de son investissement dans la plantation de palmier à huile de Feronia, en **République démocratique du Congo** (RDC). Dans le même sens, l'IFC a mis à l'étude des protocoles permettant de garantir la sécurité des membres des communautés qui déposent des plaintes.⁶⁸ Elle travaille également avec la géante agroalimentaire Olam sur un projet au **Gabon** qui vise une performance élevée en matière de normes sociales et environnementales.⁶⁹ Divulguer des histoires d'amélioration et des expériences valables est une contribution importante à la discussion qui porte sur un problème parfaitement compris, mais dont les solutions ne le sont pas vraiment.
- **dans la commande et le développement de recherches à grande valeur ajoutée en matière de problèmes spécifiques aux investisseurs.** Le Groupe CDC et la DEG ont publié en 2016 des recherches relatives aux « séquelles » foncières et ont conclu que celles-ci peuvent créer d'importants risques financiers et réduire les opportunités économiques des communautés locales.⁷⁰ Ces recherches, et les efforts collaboratifs subséquents, ont été essentiels à l'élaboration des directives du Groupe Interlaken qui font désormais autorité sur les questions relatives aux séquelles.

Ce changement au sein des IFD répond à trois motifs clés. D'abord, ces institutions publiques dont les gouvernements se sont engagés envers les VGGT doivent maintenant évaluer la façon d'y satisfaire et de mettre en œuvre les engagements pris par leurs gouvernements. La BEI, par exemple, subit une pression grandissante de la part de l'**Union européenne** (UE) pour la vérification de sa conformité aux VGGT.

En second lieu, les IFD sont de plus en plus conscientes que le manque de clarté ou de certitude sur les droits fonciers diminue leur capacité à afficher des

résultats en matière de développement. Les IFD interviennent parfois dans les phases les plus avancées des projets d'investissement, rejoignant les accords après l'acquisition des actifs et la négociation des termes du contrat. En théorie, à ce stade, les partenaires gouvernementaux ou privés ont déjà conduit les processus adéquats de diligence raisonnable, mais dans la réalité, il s'avère qu'ils omettent souvent ces étapes, ce qui met en danger les investissements tout autant que les droits des populations locales.

En troisième lieu, les risques financiers et d'atteinte à la réputation sont élevés lorsque la tenure foncière n'est pas prise en compte. En 2016, une cour **kenyane** a mis en coup d'arrêt au Parc éolien de Kinangop, s'élevant à 150 millions USD, en réponse à l'opposition locale. Le projet était partiellement financé par Norfund, le vecteur norvégien de financement du développement, avec le Groupe Macquarie basé à Sydney et le gestionnaire sud-africain d'actifs Old Mutual Investment Group. De même au **Honduras**, suite à l'assassinat de la militante autochtone Berta Cáceres, des financeurs majeurs, tels que FinnFund et la FMO, ont retiré leur soutien financier au barrage contre lequel protestait Cáceres à hauteur de quelques 20 millions USD. Le projet est actuellement suspendu, mais il doit encore être officiellement annulé par le Président Hernández.⁷¹

Mise en œuvre à la traîne : les entreprises tardent à implémenter leurs engagements et à transformer leurs modèles économiques

Ces dernières années, des grandes entreprises ont promis d'assainir leurs chaînes d'approvisionnement — essentiellement dans la Déclaration de New York sur les forêts et l'Alliance 2020 pour les forêts tropicales — et ces vœux ont commencé à prendre forme en 2016.⁷² Des engagements forts annoncés par Unilever, Nestlé, Coca-Cola, PepsiCo et d'autres multinationales sont autant de signes du consensus croissant sur le risque que représentent les conflits fonciers pour la réputation et les profits nets de ces entreprises.⁷³ Cependant, il est aussi de plus en plus clair que nombre d'entre elles rencontrent des difficultés à l'heure de mettre en œuvre ces engagements tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement.

En 2016, les principaux producteurs ont constaté un changement d'attitude chez leurs acheteurs et financeurs, et ont réagi en faveur de la diligence foncière. Un rapport qui examine les activités agroindustrielles de Stora Enso Laos (SEL) et de Outspan Bolovens en **République démocratique populaire lao** a indiqué que SEL a créé, dans un souci de prévention des conflits, un modèle de « location de villages » qui reconnaît les droits fonciers communautaires et dispose d'une « autorisation sociale pour fonctionner » octroyée par les communautés locales concernées.⁷⁴

Ces exemples de pratiques prometteuses donnent des indications précieuses sur la façon et la raison pour laquelle les entreprises doivent conduire leurs investissements à base foncière de façon responsable. Mais de nombreux acteurs

ENCADRÉ 2

Huile de palme et violation des droits fonciers des communautés et des femmes au Liberia

Malgré ses promesses d'opérer uniquement avec l'accord des populations locales, le géant de l'huile de palme Golden Veroleum Liberia (GVL) a détruit au bulldozer des sites sacrés du peuple Blogbo dans le comté de Sinoe et a engagé des policiers armés pour protéger sa plantation de palmier à huile en 2016. Lorsqu'elle aura atteint sa taille escomptée, cette plantation sera l'une des plus grandes du monde et aura affecté quelques 41 000 personnes.⁷⁵ Par ailleurs, la GVL a accéléré l'expansion de ses plantations au moment le plus critique de l'épidémie d'Ebola, en poussant des membres communautaires illettrés à signer des cessions de droits fonciers en l'absence des alliés qui les défendent et les soutiennent, qui ne pouvaient être présents en raison de l'épidémie.⁷⁶

L'huile de palme est censée remplacer le minerai de fer au premier rang des matières premières exportées par le Liberia,⁷⁷ mais l'expansion ininterrompue de cette industrie pourrait faire plus de mal que de bien, économiquement parlant. Les avantages que les communautés retirent de leurs terres traditionnelles (la nourriture, l'eau, les matériaux) ont quatre fois plus de valeur que les salaires et services sociaux promis par la GVL qui ne bénéficieront, en plus, qu'à un nombre limité de personnes au sein des communautés.⁷⁸

Une étude de 2016 a établi que les femmes libériennes sont les plus exposées aux impacts négatifs des acquisitions foncières à grande échelle, y compris pour les plantations de palmier à huile.⁷⁹ Beaucoup d'entre elles ont perdu l'accès aux forêts, aux terres et aux cours d'eau qui formaient la base de leurs moyens de subsistance et de leurs sites sacrés, et certaines ont été victimes de déplacements forcés. Les hommes rencontrent certes des problèmes similaires, mais l'impact sur les femmes est plus profond car, au sein des systèmes coutumiers, elles disposent déjà de droits fonciers plus faibles alors qu'elles sont responsables de la sécurité alimentaire de leurs familles. Lorsqu'elles ont tenté de défendre leurs droits fonciers, elles ont fait l'objet de harcèlements, de tabassages, voire d'incarcérations. Les organisations comme Green Advocates, l'un des groupes ayant produit ce rapport, ont subi des menaces et des actes de harcèlement systématiques en raison de leur soutien aux réclamations foncières des communautés.

Ces problèmes ne sont pas une exclusivité libérienne : l'Amérique latine affronte actuellement des difficultés considérables causées par des entreprises d'huile de palme peu scrupuleuses qui se livrent à des violations des droits humains au Guatemala et au Pérou.⁸⁰

internes dans les marchés émergents semblent sourds à l'appel pour le respect des droits. Les plantations de palmier à huile, responsables en grande partie des accaparements de terres agricoles survenus ces dernières années, restent un grave souci pour les peuples autochtones et les communautés locales (Encadré 2).

Même pour les entreprises qui font des efforts pour reconnaître les droits fonciers communautaires, la mise en œuvre est difficile. La plupart des entreprises qui prennent ces engagements sont de grande taille et bien connues ; leurs réputations, et donc leurs profits, peuvent courir des risques si elles se trouvent exposées en tant que violatrices des droits humains. Toutefois, la traçabilité des denrées et produits peut s'avérer difficile à certains points de la chaîne d'approvisionnement, notamment en matière agricole. Les multinationales qui achètent des denrées peuvent ignorer l'origine exacte des matières premières composant ces denrées, tout comme les conditions sociales et environnementales de leur production.⁸¹ La capacité des acheteurs multinationaux à tenir leurs engagements dépend souvent de leur capacité à clarifier leurs chaînes d'approvisionnement et à s'approvisionner auprès de fournisseurs locaux et régionaux, dont découle la majorité de la production et des parts du marché de denrées. Les fournisseurs locaux suivent souvent des modèles économiques fondés sur les systèmes fonciers injustes ou incertains qui dominent le monde en développement et peuvent donc ne pas vouloir ou pouvoir adhérer à des exigences internationales de respect des droits.

En raison de ces difficultés de traçabilité, des entreprises comme Coca-Cola et PepsiCo — qui se sont engagées à éliminer les accaparements de terres de leurs chaînes d'approvisionnement — n'ont pas toujours pu clairement identifier les fournisseurs à responsabiliser au sein de leurs chaînes d'approvisionnement. Les deux entreprises ont commandité des évaluations des progrès accomplis au **Brésil**, où les plantations de canne à sucre ont souvent entraîné des déplacements de populations autochtones et locales. L'étude a révélé un fossé important entre les politiques de Coca-Cola et les activités de ses fournisseurs dans le pays et a montré que PepsiCo doit améliorer ses procédés d'évaluation des risques liés aux acquisitions foncières inéquitables. En octobre, PepsiCo s'est engagée sur de nouveaux principes pour les évaluations à venir.⁸²

De nouveaux outils voient le jour pour aider les entreprises multinationales à clarifier leurs chaînes d'approvisionnement et à engager les fournisseurs locaux. Une initiative du Stockholm Environment Institute et du Global Canopy Program appelée « Transparence pour des économies durables », ou TRASE, a été mise au point pour atteindre un niveau sans précédent de transparence dans les chaînes d'approvisionnement.⁸³ La série de produits IAN, élaborée par TMP systems, peut également aider les investisseurs à identifier et à gérer le risque foncier dans leurs activités, à améliorer la diligence et à se mettre en rapport avec les populations locales.⁸⁴ Enfin, le Groupe Interlaken travaille à la création de réseaux « précompétitifs » dans certains pays en développement choisis, pour stimuler

l'adoption de bonnes pratiques et créer des solutions sectorielles et des modèles d'affaires praticables au niveau local. Les travaux sont en cours au **Cameroun** et au **Kenya**, et le Groupe Interlaken envisage aussi d'autres pays, dont le **Cambodge**, la **Colombie** et le **Liberia**.⁸⁵

Pendant l'année 2016, des entreprises pionnières se sont également efforcées de mettre en œuvre les VGGT et d'en améliorer les orientations. Nestlé, Unilever et d'autres se livrent à des examens formels de leurs activités, et Nestlé utilise le guide du Groupe Interlaken comme point d'entrée pour cette analyse. Ces efforts constituent des tentatives véritables de respecter la tenure foncière tout en maintenant la durabilité des profits nets.⁸⁶

L'Accord de Paris dans l'incertitude : quelques gouvernements avancent, d'autres retardent les réformes et reculent sur les droits

L'Accord de Paris a été entériné en 2016, et constitue un pas de géant pour notre planète. 175 Parties l'ont signé le 22 avril et ont ainsi permis son entrée en vigueur en cours d'année.⁸⁷ La **Chine** s'est affirmée comme leader potentiel, face aux inquiétudes de voir l'administration Trump se retirer de l'Accord et entraîner d'autres pays à sa suite.⁸⁸ Mais, même si les droits communautaires ont été largement promus à la Conférence des Nations Unies sur le climat (CdP-22) à Marrakech, et malgré l'évidence croissante de l'importance de respecter les droits communautaires, les gouvernements ont pris très peu d'engagements pour soutenir les droits fonciers.⁸⁹ Au contraire, la plupart des pays ont omis les droits communautaires de leurs stratégies d'atténuation des changements climatiques : seulement 21 pays sur 188 — correspondant à 13% de la surface forestière tropicale et subtropicale — ont inclus les populations forestières dans leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN) en vertu de l'Accord de Paris.⁹⁰ Le Fonds vert pour le climat (FVC), qui a été créé pour répondre promptement aux changements climatiques avec des financements progressivement croissants, a omis la consultation de la société civile et les garanties connexes dans sa course pour approuver des projets en 2016, générant ainsi des investissements à haut risque, notamment un nouveau barrage au **Népal** qui menace des territoires appartenant à des peuples autochtones.⁹¹

De nombreux gouvernements ont également failli au respect des droits dans la pratique, malgré leurs engagements sur les normes internationales. Dans l'état de Cross River, qui accueillera le projet pilote de REDD+ au **Nigeria**,⁹² le gouvernement a émis une note révoquant les droits forestiers communautaires sans procédure équitable de consultation, de consentement ou de compensation, pour la construction d'une super-autoroute. La route de 250 kilomètres, qui impactera au moins 180 communautés, suppose la destruction d'une portion considérable des forêts ancestrales de la communauté Ekuri, et risque de causer des dommages irréparables dans l'une des régions à plus grande diversité biologique du Nigeria.⁹³ Les investissements en infrastructures gagnent du terrain

partout dans le monde⁹⁴ et, avec eux, les coûts deviennent de plus en plus élevés pour les populations locales et pour l'environnement.

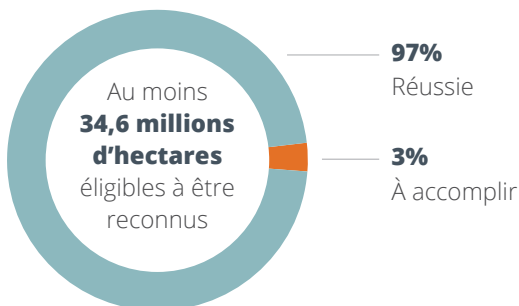
Au **Brésil**, qui avait pris la tête du peloton dans la reconnaissance des droits fonciers communautaires et dans la réduction de la déforestation, les troubles politiques qui ont suivi la destitution de Dilma Rousseff ont ravivé la peur d'une marche arrière. La déforestation est de nouveau à la hausse, et le nouveau gouvernement a généré de nouvelles menaces pour les droits fonciers communautaires, notamment à travers la proposition d'amendement constitutionnel PEC 215. Cet amendement prévoit de transférer la responsabilité de la titularisation foncière, actuellement dévolue à la Fundação Nacional do Índio (FUNAI) — un organisme public brésilien qui a déjà titularisé plus de 191 millions d'hectares au profit des communautés — , au Congrès, dont de nombreux membres sont assujettis à des intérêts corporatifs.⁹⁵

Dans un autre des pays les plus boisés du monde, **l'Inde**, l'importante Loi de 2006 sur les droits forestiers (FRA) est restée lettre morte depuis une dizaine d'années. Plus de 200 millions de personnes pourraient bénéficier de droits de propriété légalement reconnus sur plus de 34 millions d'hectares de forêts dans le cadre de la FRA, mais à ce jour seulement 3% du potentiel de cette loi a été effectivement mis en œuvre (Graphique 5), essentiellement à cause de l'opposition active de la bureaucratie forestière et du manque de volonté politique.⁹⁶

Les gouvernements montrent cependant quelques signes de progrès. En août, le **Kenya** a fait un grand pas en avant en approuvant la Loi sur les terres communautaires, qui articule les procédures de formalisation des titres fonciers communautaires. Dans le cadre de cette loi, les accords d'investissement concernant

GRAPHIQUE 5

Potentiel de reconnaissance des droits communautaires sur les ressources forestières en Inde, 2007-2016



Source : Community Forest Rights-Learning and Advocacy. 2016. Promise and Performance: Ten Years of the Forest Rights Act in India.

des territoires communautaires ne peuvent être conclus qu'entre les investisseurs et les communautés et doivent suivre un processus consultatif libre et ouvert. Alors que cette législation constitue une opportunité pour sécuriser les droits fonciers communautaires, les peuples autochtones sont toujours expulsés au nom de la conservation, et les droits communautaires ne sont toujours pas respectés dans la mise en œuvre des projets d'infrastructures et d'énergies renouvelables.⁹⁷

En **RDC**, qui renferme le quatrième plus grand réservoir à carbone du monde,⁹⁸ un Décret ministériel de première importance, pris en février 2016, a jeté les bases pour permettre aux communautés de faire valoir leurs droits de propriété coutumière sur les concessions forestières dans la limite de 50 000 hectares. Au total, plus de 70 millions d'hectares de forêts en RDC sont désormais éligibles à être reconnus comme territoires communautaires,⁹⁹ mais l'instabilité politique pourrait mettre en péril le processus de réforme (Encadré 3). S'il est appliqué, le décret constituera un grand pas en avant pour les communautés et pour l'atténuation des changements climatiques.

Le **Sénégal** a également pris une mesure importante en 2016 : l'adoption de la politique de tenure foncière après une large consultation de l'administration foncière, des fonctionnaires locaux, du secteur privé et de la société civile.¹⁰⁰ Les organisations de la société civile et des paysans se sont mobilisées pour promouvoir l'inclusion des droits communautaires et des paysans dans la politique. Dans la transition vers la phase de mise en œuvre, les décideurs politiques défendent également avec force l'inclusion de mesures contre la spéculation foncière, pour le règlement des différends et l'accès des femmes aux terres.¹⁰¹ Cependant, les conflits fonciers sont devenus monnaie courante au Sénégal ces dernières années,¹⁰² et le gouvernement rencontre encore beaucoup de difficultés sur la façon de concilier la sécurisation des droits et la promotion des investissements.¹⁰³ La mise en œuvre de la politique pourrait aider à prévenir ces conflits, à garantir des droits sécurisés pour les communautés et les paysans sénégalais, et à promouvoir l'investissement et le développement économique.



Autre fait marquant de 2016 : la Norvège est devenue le premier pays à interdire la déforestation dans toutes les activités financées par des deniers publics, tenant ainsi son engagement pris en 2014 lors du Sommet des Nations Unies sur le climat. Cet engagement pourrait générer une onde de choc au niveau mondial pour la protection des forêts.

Le Plan d'action de l'Union européenne pour l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT) a également porté ses fruits en 2016. En septembre, l'**Indonésie** et l'**UE** se sont concertées pour délivrer la première licence de bois FLEGT au monde, tenant ainsi une promesse vieille de plusieurs années, et l'Indonésie a expédié son premier chargement de bois FLEGT en novembre.¹⁰⁴ Les licences FLEGT pourraient réduire substantiellement

l'abattage illégal, qui a dévasté les communautés et ravagé l'environnement pendant des années. Avec ces politiques, les avantages commencent à se matérialiser pour la première fois en faveur des communautés forestières en **République centrafricaine**, au **Ghana** et au **Liberia**.¹⁰⁵ Le Ghana dispose de réglementations relatives au partage des avantages avec les communautés depuis 1998, mais celles-ci étaient rarement mises en œuvre jusqu'à ce que le FLEGT suscite l'occasion de sensibiliser les communautés vis-à-vis de leurs propres droits. Le Ghana va être en mesure d'exporter son premier chargement de bois FLEGT début 2017.¹⁰⁶

Autre fait marquant de 2016 : la **Norvège** est devenue le premier pays à interdire la déforestation dans toutes les activités financées par des deniers publics, tenant ainsi son engagement pris en 2014 lors du Sommet des Nations Unies sur le climat. Cet engagement pourrait générer une onde de choc au niveau mondial pour la protection des forêts.¹⁰⁷

Partout dans le monde, des processus de paix conduits par les gouvernements se multiplient et représentent à la fois une opportunité et un danger potentiel pour les droits fonciers communautaires. Les recherches publiées par Forest Trends en 2016 a révélé que moins de 15% des 800 accords de paix signés depuis 1945 traitent de la propriété des ressources naturelles, en dépit des signes évidents montrant que les différends relatifs aux ressources sont une cause majeure de conflit.¹⁰⁸ Mais cette recherche montre aussi que les réformes les plus solides en matière de respect des droits fonciers communautaires ont eu lieu dans des contextes de réforme globale au niveau des pays, notamment dans les périodes immédiatement postérieures à un conflit.¹⁰⁹

Telle est l'opportunité qui se présente au **Mali**, où l'accord de paix de 2015 a mis fin à une rébellion armée dans le Nord. Si bien l'accord ne comportait aucune mention spécifique concernant la tenure foncière, il y est largement reconnu que l'insécurité foncière et une mauvaise gestion des ressources naturelles ont joué un rôle significatif dans le conflit et qu'elles doivent être résolues afin d'assurer une paix et une stabilité durables. En 2016, le Réseau des femmes pour la loi et la citoyenneté [Women's Network on Law and Citizenship] a lancé des travaux avec les OSC pour élaborer une stratégie visant à assurer que les droits fonciers des communautés locales, des femmes, des bergers et d'autres populations marginalisées soient intégrés aux processus de paix et de réconciliation.

En **Colombie**, l'accapement de terres, l'insécurité des droits et une répartition inégale des terres ont exacerbé la guerre civile qui a fait rage pendant 52 ans, car celle-ci avait des terres spoliées pour principale source de financement.¹¹⁰ Alors que les deux tiers de la population manquent de titres officiels sur leurs terres,¹¹¹ le respect des droits fonciers coutumiers est un élément fondamental de la paix.¹¹² L'Accord de Paix, approuvé par le Congrès fin 2016, comprend des dispositions visant la protection des droits fonciers des peuples autochtones et

ENCADRÉ 3

Instabilité, élections et processus de réforme foncière

La politisation de la propriété foncière peut inhiber les processus de réforme, notamment ceux qui sont favorables aux communautés. Cela est particulièrement vrai dans les pays où les élections sont plus associées à des instabilités qu'à la paix. Les dirigeants ont tendance à porter leur attention sur leur réélection plutôt que sur les réformes, et certaines législations urgentes sont négligées dans la frénésie des campagnes électorales. Les nouvelles administrations peuvent faire marche arrière sur les avancées réalisées par des prédécesseurs plus progressistes, et les élus peuvent négliger les droits fonciers. Les OSC et d'autres parties prenantes ont du mal à maintenir une continuité dans leurs efforts de défense en raison du changement perpétuel de leurs interlocuteurs politiques, un phénomène communément appelé « remaniement ministériel. » La rupture des processus de réforme peut générer des protestations et même des violences de la part de citoyens mécontents de la réduction de leur espace démocratique et qui ont perdu confiance dans le processus politique.

L'année à venir va sans doute connaître une aggravation de ces difficultés, notamment en Afrique. Certains craignent que les élections de 2017 au Kenya ne compromettent la prompte rédaction des décrets d'application de la très novatrice Loi sur les terres communautaires et ne laissent ainsi les territoires collectifs exposés à de nouveaux abus.

En RDC, l'instabilité politique retarde le processus de réforme des droits fonciers lancé en 2012 dans le deuxième pays le plus boisé du monde.¹¹³ Au cours des trois dernières années, le pays a changé trois fois de Ministre des affaires foncières. Alors que le processus de réforme commençait à se remettre en marche début 2016 avec une participation importante des acteurs de la société civile et des peuples autochtones, les récents troubles politiques ont mis le processus en suspens jusqu'à ce que le nouveau gouvernement soit en place. Le Président Joseph Kabila a reporté les élections qui devaient avoir lieu fin 2016,¹¹⁴ ce qui a déclenché des manifestations faisant plus de 50 morts.¹¹⁵ Le 15 novembre, le Premier Ministre et son gouvernement ont démissionné dans le cadre d'un accord permettant au Président Kabila de rester au pouvoir jusqu'à ce que de nouvelles élections puissent avoir lieu, supposément en avril 2018.¹¹⁶

des communautés afro-descendantes. Même si les mesures visant à accélérer la reconnaissance n'ont pas été maintenues dans l'accord final,¹¹⁷ et bien que certains regardent avec inquiétude la loi ZIDRES 2016 qui ouvre aux entreprises une voie légale pour acquérir des terres communautaires coutumières, le processus de paix reste une importante occasion d'agir en faveur de la reconnaissance des droits fonciers.¹¹⁸

Au **Liberia**, les conflits relatifs aux terres et aux ressources naturelles étaient également à l'origine de la guerre civile qui a fait rage pendant 14 ans et qui a pris fin en 2003.¹¹⁹ 63% des conflits violents dans le pays étaient liés à des disputes foncières¹²⁰ mais, en 2016, le gouvernement libérien n'a toujours pas saisi l'occasion d'approuver la Loi sur les droits fonciers. L'avenir de cette législation, susceptible d'établir un précédent en Afrique de l'Ouest en reconnaissant les droits fonciers communautaires sans aucun processus obligatoire de titularisation, est incertain.¹²¹ Avec le récent départ de la mission des Nations Unies au Liberia et les incertitudes autour des élections de 2017, il est à craindre que les élites ne se pressent de sécuriser des terres et des ressources et que la Loi sur les droits fonciers ne reste sur le carreau (Encadré 3).¹²² Si justice est faite pour les communautés forestières du Liberia en 2017, le pays pourrait ouvrir la voie à toute la région.



3

Priorités pour avancer en 2017

Les perspectives actuelles montrent aux acteurs internationaux du développement un monde assez différent et, à bien des égards, beaucoup plus complexe, que ce qu'ils avaient anticipé ne serait-ce que 12 mois auparavant. La troublante montée des nationalismes politiques et le mépris du régime mondial des droits humains vont sans doute se poursuivre en 2017. Un espoir d'avenir partagé subsiste toutefois dans la possibilité réelle de faire avancer la sécurisation des droits fonciers de 2,5 milliards de personnes qui protègent et préservent les forêts, l'eau, la biodiversité, les minéraux et les écosystèmes dont dépend le reste de l'humanité. La mobilisation ininterrompue et l'ingéniosité des communautés et des peuples autochtones partout dans le monde peuvent nous aider à créer un monde plus prospère et plus pacifique.

Ci-après, nous identifions six priorités à tenir en 2017 pour optimiser les progrès accomplis à ce jour et pour réduire le risque de marche arrière et de stagnation dans les années à venir.

1. Empêcher toute marche arrière sur les droits fonciers des peuples autochtones et des communautés.

Au Brésil, où la proposition d'amendement constitutionnel PEC 215 menace les excellents progrès accomplis dans la reconnaissance des droits fonciers communautaires, un nouveau décret du Ministère de la Justice remet en question des terres déjà reconnues comme propriété autochtone. S'il est appliqué, ce décret pourrait également menacer la reconnaissance de 600 territoires qui se trouvent actuellement en cours de titularisation.¹²³ Un risque similaire existe au Pérou, en Colombie et dans d'autres pays d'Amérique latine, alors que cette région a été un modèle de progrès sur les droits communautaires au cours des 30 dernières années. Ceci met en péril la stabilité politique globale, ainsi que la stabilité climatique. Pour éviter cela, il est impératif de mobiliser les efforts de tous ceux qui se consacrent à la protection de l'environnement, à l'atténuation des effets des changements climatiques et au respect des droits humains et des droits des peuples autochtones.

2. Renforcer la capacité des organisations communautaires et autochtones à faire entendre leurs voix et à engager la responsabilité de ceux qui violent les droits, à travers le réseautage et la communication stratégique.

Les communautés locales se trouvent de plus en plus en première ligne de la défense de notre planète car elles assurent la responsabilisation démocratique et protègent les ressources naturelles dont nous dépendons tous. Face à la faiblesse des garanties que leur offrent les gouvernements et à la demande galopante en terres et en ressources, les droits sécurisés des communautés sur les ressources dépendent en dernier ressort du leadership et de l'action de populations locales qui font preuve d'un courage exemplaire. Renforcer les capacités des peuples autochtones, des communautés locales et des groupes de femmes en matière de communication et de réseautage permet à ces populations de mobiliser des soutiens, d'apprendre les unes des autres et de mettre les divers acteurs publics, privés et conservationnistes face à leurs responsabilités. Les ONG, les organismes d'aide juridique et les donateurs doivent augmenter le soutien direct aux communautés et aux outils qu'elles emploient pour sécuriser leurs droits et lutter contre la criminalisation, comme par exemple les systèmes d'alerte précoce établis par AMAN en Indonésie et par l'Institut de développement durable au Liberia.¹²⁴

3. Soutenir les efforts des peuples autochtones et des communautés pour élaborer et défendre leurs propres modèles de gestion et d'affaires forestières.

Nombre d'institutions de financement du développement et d'entreprises multinationales se sont posées en fers de lance potentiels sur la scène des droits fonciers mais, dans l'ensemble, elles doivent encore altérer leurs modèles économiques pour respecter les droits fonciers locaux et garantir la responsabilisation de leurs chaînes d'approvisionnement. Ceux qui ont déjà commencé à inclure le « risque foncier » dans leurs investissements devraient bien sûr encourager leurs pairs et leurs partenaires à en faire autant, mais ces mesures n'auront pas assez de portée à elles seules.

Les entreprises doivent consulter les populations locales pour élaborer de nouveaux modèles économiques respectueux des droits et tenant compte des objectifs de développement des communautés. Parce qu'elles sont en première ligne de la défense contre les menaces liées aux changements climatiques, aux marchés et aux aléas politiques, les modèles de gestion et d'affaires choisis par les communautés sont aussi ceux qui fonctionnent le mieux du point de vue du développement équitable et durable. Ceux-ci peuvent garantir que les investissements en faveur du développement tiennent réellement leurs promesses de bénéficier aux plus pauvres et aux plus marginalisés dans le respect de leurs initiatives autodéterminées de développement.

Ce changement ne peut se produire qu'avec l'application rigoureuse des VGGT, de la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et d'autres normes internationales. Un premier pas dans cette direction est le travail en commun d'acteurs privés et de communautés pour établir des « communautés de pratique » qui soutiennent les modèles d'affaires et de développement déterminés et conduits par des communautés et des peuples autochtones.

4. Accélérer la reconnaissance des droits sur le terrain en consolidant la plateforme existante d'instruments fonciers et en développant ses interconnexions.

En 2016, les communautés ont sécurisé leurs droits sur au moins 400 000 hectares de territoires coutumiers.¹²⁵ En 2017, année du dixième anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, les communautés peuvent en sécuriser au moins 5 millions de plus, en mobilisant efficacement les instruments existants. Une fois consolidés et connectés, ces outils (parmi lesquels, le Tenure Facility, le Groupe Interlaken, MegaFlorestais, le système de cartographie LandMark, et l'initiative Land Rights Now) renforceront les capacités des communautés et de leurs alliés pour agir, encourageront les gouvernements et la communauté internationale à rendre prioritaires les réformes foncières, déclencheront l'action du secteur privé en faveur du respect des droits fonciers communautaires, et tisseront des liens de confiance au sein d'alliances auparavant improbables, pour concevoir et mettre en œuvre des solutions novatrices.

5. Stimuler les efforts du secteur privé en faveur de la sécurisation des droits fonciers communautaires comme moyen de réduire les risques économiques et climatiques.

Il est désormais reconnu que les CDN de l'Accord de Paris, dans leur état actuel, ne parviendront pas à limiter le réchauffement global à deux degrés au-dessus des niveaux préindustriels. Les pays doivent par conséquent faire de 2017 une année charnière de l'action climatique afin de juguler substantiellement les émissions et de préserver et d'élargir les puits et réservoirs de gaz à effet de serre.

Cependant, les efforts gouvernementaux pour prévenir la crise climatique vont s'avérer insuffisants dans l'ensemble. À ce jour, seuls quelques pays ont inclus les droits des communautés et les mesures d'origine communautaire dans leurs stratégies climatiques, malgré l'évidence croissante du fait que la sécurisation des droits fonciers et forestiers des peuples autochtones et des communautés locales constitue le meilleur espoir de protéger et d'élargir les puits terrestres de carbone que compte la planète.

Étant donné que les gouvernements négligent cette solution rentable pour contrer les changements climatiques, le leadership et les actions entreprises

par des investisseurs tels que les IFD, le FVC, les particuliers et les fondations privées à vocation philanthropique apparaissent d'autant plus essentiels. La sécurisation des droits fonciers communautaires est dans l'intérêt de ces acteurs, car les risques fonciers et climatiques ne cessent de grandir et de menacer leurs propres investissements, leurs chaînes d'approvisionnement et leurs activités.

6. Donner la priorité aux droits des femmes sur les terres et les forêts communautaires, promouvoir la reconnaissance de leur rôle dans la gestion des forêts, et soutenir leur leadership politique dans le monde en développement.

Alors que les hommes quittent les forêts pour chercher du travail dans les villes et dans les pays voisins, les femmes deviennent des leaders politiques et les gestionnaires de fait de nombreuses forêts communautaires. Les femmes devenues gardiennes des forêts sont un phénomène de plus en plus répandu dans le monde. Mais il est vrai que le soutien juridique, social et culturel dont elles ont besoin pour remplir ce rôle de leadership est très faible, voire absent, dans la plupart des pays.

Étant donné le rôle central des forêts autochtones et communautaires dans la stabilisation du climat et la conservation des ressources naturelles partout dans le monde, l'égalité des droits des femmes est devenu un impératif pratique tout autant que moral.

De nouvelles recherches conduites par l'Initiative des droits et ressources, qui seront publiées en 2017, vont établir une base de référence pour la reconnaissance des droits forestiers et communautaires des femmes dans les lois nationales de 30 pays à revenu faible et intermédiaire qui renferment à eux seuls environ 78% des forêts du monde en développement. Cette analyse va permettre de surveiller les progrès accomplis par les pays en développement dans la protection juridique des droits des femmes sur les forêts collectives et aidera à clarifier les lacunes de mise en œuvre qui créent un fossé entre les lois officielles et l'expérience vécue par les femmes. Cette recherche constitue une étape majeure dans la sensibilisation et l'action globale en vue de garantir l'égalité des droits et des protections dont les femmes bénéficient, dans la loi et dans la pratique, au sein des systèmes fonciers communautaires.

Chacun aspire à disposer d'un endroit sûr dans le monde. Ce désir est l'un des principaux moteurs des nombreux chocs que le monde a connu en 2016 : montée des populismes, fuite des réfugiés de leurs terres natales, volonté accrue des militants environnementaux de risquer leurs vies pour défendre leurs terres et leurs moyens de subsistance. Pour 2,5 milliards de personnes, le besoin humain fondamental de vivre en sécurité demeure insatisfait au niveau mondial. Soutenir plus largement le combat qu'ils livrent pour en avoir le droit est essentiel à la construction d'un monde plus pacifique et plus prospère pour tous.

Notes de fin

- ¹ Fonds monétaire international. 2016. Perspectives de l'économie mondiale : Demande modérée — symptômes et remèdes. FMI. Disponible sur www.imf.org/external/french/pubs/ft/WEO/2016/02/pdf/textf.pdf.
- ² Sengupta, Somini. 2016. Heat, Hunger and War Force Africans Onto a 'Road on Fire.' *New York Times*, 15 décembre. Disponible (en anglais) sur www.nytimes.com/interactive/2016/12/15/world/africa/agadez-climate-change.html?_r=0.
- ³ Johansson, Emma Li, Marianela Fader, Jonathan Seaquist et Kimberly Nicholas 2016. Green and blue water demand from large-scale land acquisitions in Africa. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*. Disponible sur www.pnas.org/content/113/41/11471.full.
- ⁴ Données fournies par The Economist Newspaper Limited, Londres (29 octobre 2016).
- ⁵ The Economist. 2016. African economies are growing at very different speeds. *The Economist*, October 29. Disponible (en anglais) sur www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21709218-new-numbers-imf-tell-tale-two-africas-african-economies-are-growing.
- ⁶ Le Business and Human Rights Resource Centre a rapporté 94 plaintes reçues depuis 2010 concernant des abus des droits humains par des entreprises d'énergies renouvelables, la plupart présentées par des peuples autochtones, soit environ cinq fois plus qu'entre 2005 et 2010. The Business and Human Rights Resource Centre. 2016. Communiqué de presse: 50 renewable energy companies' human rights policies & records examined. Communiqué de presse, 16 novembre. Londres, Royaume-Uni. Disponible (en anglais) sur business-humanrights.org/en/press-release-50-renewable-energy-companies%E2%80%99-human-rights-policies-records-examined.
- ⁷ Rhein, Matthias. 2014. *Industrial Oil Palm Development: Liberia's path to sustained economic development and shared prosperity? Lessons from the East*. Washington, DC: Initiative des droits et ressources; Elson, Dominic. 2011. *An Economic Case for Tenure Reform in Indonesia's Forests*. Washington, DC: Initiative des droits et ressources. Disponible (en anglais) sur www.rightsandresources.org/wp-content/uploads/2014/01/elson_brief_final.pdf; Wilcox, Meg. 2016. How can we ensure the race for clean energy doesn't leave the world's poorest citizens behind? *Ensia*, 4 avril. Disponible (en anglais) sur www.ensia.com/voices/how-can-we-ensure-the-race-for-clean-energy-doesnt-leave-the-worlds-poorest-citizens-behind.
- ⁸ TMP Systems et Initiative des droits et ressources. 2017. *Tenure and Investment in Africa*. Lewes, Royaume-Uni: TMP Systems.
- ⁹ Alforte, Andrea, Joseph Angan, Jack Dentith, Karl Domondon, Lou Munden, Sophia Murday, et Leonardo Pradela. 2014. *Communities as Counterparties: Preliminary review of concessions and conflict in emerging and frontier market concessions. The Munden Project*. Disponible (en anglais) sur www.rightsandresources.org/wp-content/uploads/Communities-as-Counterparties-FINAL_Oct-211.pdf.

- ¹⁰ TMP Systems et Initiative des droits et ressources. 2016. IAN: Managing tenure risk. Washington, DC: RRI. Disponible (en anglais) sur www.rightsandresources.org/en/publication/ian-managing-tenure-risk.
- ¹¹ Environmental Justice Atlas. Page Web. Disponible sur www.ejatlus.org.
- ¹² Initiative des droits et ressources et Tata Institute of Social Sciences. 2016. Land Conflict in India: An interim analysis. Washington, DC: RRI. Disponible (en anglais) sur www.rightsandresources.org/wp-content/uploads/2016/11/Land-Conflicts-in-India-An-Interim-Analysis_November-2016.pdf.
- ¹³ Horne, Felix. 2016. Anger boiling over in Ethiopia: declaration of state of emergency risks further abuses. Human Rights Watch, 11 octobre. Disponible (en anglais) sur www.hrw.org/news/2016/10/11/anger-boiling-over-ethiopia.
- ¹⁴ Horne, Felix. 2016. "Such a brutal crackdown": killings and arrests in response to Ethiopia's Oromo protests. Human Rights Watch, 16 juin. Disponible (en anglais) sur www.hrw.org/report/2016/06/16/such-brutal-crackdown/killings-and-arrests-response-ethiopias-oromo-protests.
- ¹⁵ BBC News. 2016. What is behind Ethiopia's wave of protests? BBC News, 22 août. Disponible (en anglais) sur www.bbc.com/news/world-africa-36940906; Human Rights Watch. 2016. Such a brutal crackdown: killings and arrests in response to Ethiopia's Oromo protests. Human Rights Watch, 16 juin. Disponible (en anglais) sur www.hrw.org/report/2016/06/16/such-brutal-crackdown/killings-and-arrests-response-ethiopias-oromo-protests.
- ¹⁶ BBC News. 2016. Seven things banned under Ethiopia's state of emergency. BBC News, 17 octobre. Disponible (en anglais) sur www.bbc.com/news/world-africa-37679165.
- ¹⁷ Initiative des droits et ressources. 2015. À qui appartiennent les terres du monde ? Un référentiel global des droits fonciers communautaires et autochtones officiellement reconnus. Washington, DC: RRI. Disponible sur www.rightsandresources.org/fr/publication/whoownstheiland.
- ¹⁸ Matthew, Richard, Oli Brown et David Jensen. 2009. From Conflict to Peacebuilding: The role of natural resources and the environment. Nairobi, Kenya : Programme des Nations Unies pour l'environnement. Disponible (en anglais) sur postconflict.unep.ch/publications/pcdmb_policy_01.pdf.
- ¹⁹ Alforte, Andrea, Joseph Angan, Jack Dentith, Karl Domondon, Lou Munden, Sophia Murday, et Leonardo Pradela. 2014. Communities as Counterparties: Preliminary review of concessions and conflict in emerging and frontier market concessions. The Munden Project. Disponible (en anglais) sur www.rightsandresources.org/wp-content/uploads/Communities-as-Counterparties-FINAL_Oct-211.pdf.
- ²⁰ The Munden Project. 2012. Les risques financiers d'un régime foncier précaire : Aperçu à l'intention des investisseurs. Préparé pour l'Initiative des droits et ressources. Lewes, Royaume-Uni: The Munden Project. Disponible sur www.rightsandresources.org/wp-content/uploads/2014/01/doc_5715.pdf.
- ²¹ Citizens' Report, Community Forest Rights-Learning and Advocacy Process. 2016. Promise and Performance: 10 Years of the Forest Rights Act in India. New Delhi:

- CFR-LA. Disponible (en anglais) sur rightsandresources.org/en/publication/promise-performance-10-years-forest-rights-act-india.
- ²² Initiative des droits et ressources. 2015. Potential for Recognition of Community Forest Resource Rights Under India's Forest Rights Act: A preliminary assessment. Washington, DC: RRI. Disponible (en anglais) sur www.rightsandresources.org/en/publication/potential-for-recognition-of-community-forest-resource-rights-under-indias-forest-rights-act.
- ²³ Xu, Jintao, Andy White et Uma Lele. 2010. China's Forest Tenure Reforms: Impacts and implications for choice, conservation, and climate change. Washington, DC: RRI. Disponible (en anglais) sur www.rightsandresources.org/en/publication/view/chinas-forest-tenure-reforms-impacts-and-implications-for-choice-conservation-and-climate-change.
- ²⁴ Rhein, Matthias. 2014. Industrial Oil Palm Development: Liberia's path to sustained economic development and shared prosperity? Lessons from the East. Washington, DC: Initiative des droits et ressources. Disponible (en anglais) sur www.rightsandresources.org/en/publication/view/industrial-oil-palm-development-liberias-path-to-sustained-economic-development-and-shared-prosperity-lessons-from-the-east.
- ²⁵ Arsenault, Chris. 2016. Did you know that widows in 35 countries do not have equal land inheritance rights? Thomas Reuters Foundation News, 17 mars. Disponible (en anglais) sur news.trust.org/item/20160316161656-lw41q.
- ²⁶ Tauli-Corpuz, Victoria. 2015. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz. Nations Unies. A/HRC/30/41. Disponible (en anglais) sur www.unsr.vtaulicorpuz.org/site/images/docs/annual/2015-annual-hrc-a-hrc-30-41-en.pdf.
- ²⁷ Wulfhorst, Ellen. 2016. Poverty, child marriage, violence decline when women own land—World Bank. Reuters, 13 mars. Disponible (en anglais) sur uk.reuters.com/article/propertyrights-women-worldbank-idUKL1N16H172.
- ²⁸ Arsenault, Chris. 2016. Did you know that widows in 35 countries do not have equal land inheritance rights? Thomas Reuters Foundation News, 17 mars. Disponible (en anglais) sur news.trust.org/item/20160316161656-lw41q.
- ²⁹ Griffin, Andrew. 2016. Melting Arctic sea ice could be about to start uncontrollable global climate change, experts warn. Independent, 25 novembre. Disponible (en anglais) sur www.independent.co.uk/environment/arctic-sea-ice-melting-polar-north-antarctic-global-warming-climate-change-tipping-point-a7438416.html.
- ³⁰ PBL Netherlands Environmental Assessment Agency. 2015. Trends in Global CO₂ Emissions. The Hague: PBL Netherlands Environmental Assessment Agency. Disponible (en anglais) sur edgar.jrc.ec.europa.eu/news_docs/jrc-2015-trends-in-global-co2-emissions-2015-report-98184.pdf.
- ³¹ Stevens, C., R. Winterbottom, J. Springer, et K. Reytar. 2014. Sécuriser les droits pour lutter contre le changement climatique: Comment le renforcement des droits forestiers des communautés atténue le changement climatique. Washington, DC: World Resources Institute. Disponible sur www.rightsandresources.org/wp-content/uploads/WRI14_ExecSummary_4c_Strengthening_Rights_FRENCH_rev.pdf

- ³² Initiative des droits et ressources. 2016. Toward a Global Baseline of Carbon Storage in Collective Lands: An updated analysis of Indigenous Peoples' and local communities' contributions to climate change mitigation. Washington, DC: RRI. Disponible sur www.rightsandresources.org/en/publication/global-baseline-carbon-storage-collective-lands.
- ³³ Initiative des droits et ressources. 2016. Vers une base de référence mondiale du stockage du carbone sur les terres collectives : analyse actualisée des contributions des peuples autochtones et des communautés locales à l'atténuation du changement climatique. Washington, DC: RRI. Disponible (rapport complet en anglais ; synthèse disponible en français) sur www.rightsandresources.org/en/publication/global-baseline-carbon-storage-collective-lands; Initiative des droits et ressources. 2015. À qui appartiennent les terres du monde ? Un référentiel global des droits fonciers communautaires et autochtones officiellement reconnus. Washington, DC: RRI. Disponible sur www.rightsandresources.org/fr/publication/whoownstheand.
- ³⁴ Ding, Helen, Peter Veit, Erin Gray, Katie Reytar, Juan-Carlos Altamirano, Allen Blackman and Benjamin Hodgdon. 2016. Climate Benefits, Tenure Costs: The Economic Case for Securing Indigenous Land Rights in the Amazon. Washington, DC: World Resources Institute. Disponible sur www.wri.org/publication/climate-benefits-tenure-costs.
- ³⁵ Initiative des droits et ressources. 2016. Vers une base de référence mondiale du stockage du carbone sur les terres collectives : analyse actualisée des contributions des peuples autochtones et des communautés locales à l'atténuation du changement climatique. Washington, DC: RRI. Disponible (rapport complet en anglais ; synthèse disponible en français) sur www.rightsandresources.org/en/publication/global-baseline-carbon-storage-collective-lands.
- ³⁶ Initiative des droits et ressources. 2015. À qui appartiennent les terres du monde ? Un référentiel global des droits fonciers communautaires et autochtones officiellement reconnus. Washington, DC: RRI. Disponible sur www.rightsandresources.org/fr/publication/whoownstheand.
- ³⁷ Initiative des droits et ressources. 2015. À qui appartiennent les terres du monde ? Un référentiel global des droits fonciers communautaires et autochtones officiellement reconnus. Washington, DC: RRI. Disponible sur www.rightsandresources.org/fr/publication/whoownstheand.
- ³⁸ Global Witness. 2016. On Dangerous Ground. London, UK: Global Witness. Disponible (en anglais) sur www.globalwitness.org/en/reports/dangerous-ground.
- ³⁹ Les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (Forces armées révolutionnaires de Colombie) est un mouvement de guérilla ayant pris part au conflit armé prolongé qui a fait rage en Colombie.
- ⁴⁰ The Inter-American Commission on Human Rights. 2016. IACHR Condemns the Increase in Killings of Human Rights Defenders in Colombia. Communiqué de presse, 2 novembre. Washington, DC: IACHR. Disponible (en anglais) sur www.oas.org/en/iachr/media_center/PReleases/2016/160.asp; Shihab, Laila Abu. 2016. Asesinato de líderes sociales pone en riesgo construcción de la paz en Colombia. CNN, 23

novembre. Disponible (en espagnol) sur cnnespanol.cnn.com/2016/11/23/asesinato-de-lideres-sociales-pone-en-riesgo-construccion-de-la-paz-en-colombia; VOZ. Condena internacional por asesinatos a defensores de derechos humanos. 2016. VOZ, 18 novembre. Disponible (en espagnol) sur www.semanariovoz.com/2016/11/18/condena-internacional-por-asesinatos-a-defensores-de-derechos-humanos.

- ⁴¹ Oxfam. 2016. The Risks of Defending Human Rights: The rising tide of attacks against human rights activists in Latin America. Note de synthèse Oxfam. Disponible (en anglais) sur www.oxfam.org/en/research/risks-defending-human-rights.
- ⁴² Global Witness. 2016. On Dangerous Ground. Londres, Royaume-Uni: Global Witness. Disponible (en anglais) sur www.globalwitness.org/en/reports/dangerous-ground.
- ⁴³ Initiative des droits et ressources. 2016. Liberian land rights defenders on the run after threats from police. Communiqué de presse, 4 novembre. Washington, DC: RRI. Disponible (en anglais) sur www.rightsandresources.org/en/news/press-release-liberian-land-rights-defenders-run-threats-police.
- ⁴⁴ Survival International. 2014. The Jungle is Only Here Because of Us. Survival International. Disponible (en anglais) sur assets.survivalinternational.org/documents/1324/parksneedpeoples-report.pdf.
- ⁴⁵ Kashwan, Prakesh. 2017. Inequality, democracy, and the environment: a cross-national analysis. *Ecological Economics*, 131: 139–151. Disponible (en anglais) sur www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0921800915301191.
- ⁴⁶ Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. Disponible sur www.cbd.int/sp/targets.
- ⁴⁷ Union internationale pour la conservation de la nature. 2005. L'Accord de Durban. Disponible sur cmsdata.iucn.org/downloads/durbanaccordfr.pdf.
- ⁴⁸ Tauli-Corpuz, Victoria. 2016. Droits des peuples autochtones. Rapport de la Rapporteuse spéciale du Conseil des droits humains sur les droits des peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz. Nations Unies. A/71/229. Disponible (en anglais) sur www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/71/229.
- ⁴⁹ Bank Information Center. 2016. Alert: Eviction order issued to the Sengwer people to leave their ancestral land—with just 7 days notice. Bank Information Center, 6 décembre. Disponible (en anglais) sur www.bankinformationcenter.org/alert-eviction-order-issued-to-the-sengwer-people-to-leave-their-ancestral-land-with-just-7-days-notice.
- ⁵⁰ Gindroz, Anne Sophie. 2016. Rapports mensuels de la Facilitatrice de RRI en Indonésie, numéros de septembre, octobre et novembre. Envoyez un email à communications@rightsandresources.org pour toute demande d'informations complémentaires.
- ⁵¹ The Tenure Facility. 2016. Disponible sur www.thetenurefacility.org. Envoyez un email à communications@thetenurefacility.org pour toute demande d'informations complémentaires.
- ⁵² The Tenure Facility. 2016. Disponible sur www.thetenurefacility.org. Envoyez un email à communications@thetenurefacility.org pour toute demande d'informations complémentaires.

- ⁵³ Sottile, Chiara. 2016. Police fire rubber bullets as pipeline protesters try to protect sacred site. NBC News, 3 novembre. Disponible (en anglais) sur www.nbcnews.com/storyline/dakota-pipeline-protests/police-fire-rubber-bullets-pipeline-protesters-look-protect-burial-site-n677051.
- ⁵⁴ Donnella, Leah. The Standing Rock resistance is unprecedented (it's also centuries old). Code Switch, 22 novembre. Disponible (en anglais) sur www.npr.org/sections/codeswitch/2016/11/22/502068751/the-standing-rock-resistance-is-unprecedented-it-s-also-centuries-old.
- ⁵⁵ Mezu, Candido. 2016. Standing Rock is a bittersweet victory for indigenous peoples fighting the same battle all over the world. Quartz, 6 décembre. Disponible (en anglais) sur qz.com/854666/standing-rock-decision-native-americans-and-indigenous-activists-celebrate-the-army-corps-of-engineers-halting-a-crude-oil-pipeline.
- ⁵⁶ Truthout. 2016. How indigenous activists in Norway got the first bank to pull out of the Dakota Access Pipeline. Truthout, 28 novembre. Disponible (en anglais) sur www.truth-out.org/news/item/38499-how-indigenous-activists-in-norway-got-the-first-bank-to-pull-out-of-the-dakota-access-pipeline.
- ⁵⁷ Spear, Stefanie. 2016. Another major Norwegian investor divests from Dakota Access Pipeline. Ecowatch, 25 novembre. Disponible (en anglais) sur www.ecowatch.com/divest-dakota-access-pipeline-norway-2110373927.html.
- ⁵⁸ Maher, Kris et Will Connors. 2016. Dakota Pipeline Project halted as Obama Administration denies permit for last leg. Wall Street Journal, 5 décembre. Disponible (en anglais) sur www.wsj.com/articles/obama-administration-moves-to-deny-easement-for-dakota-pipeline-1480890468.
- ⁵⁹ Amazon Watch et International Rivers. 2016. Brazilian government cancels mega-dam on the Amazon's Tapajós River. Amazon Watch, 4 août. Disponible (en anglais) sur amazonwatch.org/news/2016/0804-brazilian-government-cancels-mega-dam-on-the-amazons-tapajos-river.
- ⁶⁰ Joshi, Apoorva. 2016. RSPO orders Peruvian palm oil plantation to stop development. Mongabay, 5 mai. Disponible (en anglais) sur news.mongabay.com/2016/05/rspo-orders-peruvian-palm-oil-plantation-stop-development; Hill, David. 2016. Will London Stock Exchange bar firm over Amazon deforestation? The Guardian, 26 mai. Disponible (en anglais) sur www.theguardian.com/environment/andes-to-the-amazon/2016/may/25/london-stock-exchange-amazon-deforestation; Taj, Mitra. 2016. Palm oil industry group orders company to halt Peru planting. Thomson Reuters Foundation, 26 avril. Disponible (en anglais) sur news.trust.org/item/20160426010130-yqy2r.
- ⁶¹ Werber, Cassie. 2016. Indigenous leaders from three continents are touring Europe begging people to boycott palm oil. Quartz, 7 mai. Disponible (en anglais) sur qz.com/676063/death-and-deforestation-indigenous-leaders-are-touring-europe-begging-people-to-boycott-palm-oil.
- ⁶² Vidal, John et Owen Bowcott. 2016. ICC widens remit to include environmental destruction cases. The Guardian, 16 septembre. Disponible (en anglais) sur www.theguardian.com/global/2016/sep/15/hague-court-widens-remit-to-include-environmental-destruction-cases.

- ⁶³ Société financière internationale. 2016. Rapport : Investing for impact. Présentation. Washington, DC: IFC. Disponible (en anglais) sur www.ifc.org/wps/wcm/connect/f69d70004c642951b895ba5d04ecf9e9/FY17+Investor+Presentation_FINAL_Oct2016_REV.pdf?MOD=AJPERES.
- ⁶⁴ Société financière internationale. 2016. Principes de l'Équateur à l'intention des institutions financières. Disponible (en anglais) sur www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/ifc+sustainability/partnerships/equator+principles+financial+institutions.
- ⁶⁵ D'Aguiar, Shawn. 2012. The Effect of DFI Policy and Investment on African Private Equity. KWM, 1er juin. Disponible (en anglais) sur www.kwm.com/en/uk/knowledge/insights/the-effect-of-dfi-policy-and-investment-on-african-private-equity-20120601.
- ⁶⁶ Pour plus d'information, visitez www.interlakengroup.org.
- ⁶⁷ Groupe Interlaken. 2017. Notes du Groupe Interlaken de la réunion de septembre 2016.
- ⁶⁸ Conseiller-médiateur pour l'application des directives / Ombudsman. Sans date. Approche du CAO pour la protection des plaignants. Projet consultatif. CAO. Disponible (en anglais) sur www.cao-ombudsman.org/documents/ConsultationDraft-CAOApproachtocomplainantsunderthreatApril2016.pdf.
- ⁶⁹ TMP Systems et Initiative des droits et ressources. 2017. Tenure and Investment in Africa. Lewes, Royaume-Uni: TMP Systems; Stewart, Christopher. 2016. More than a Social License: Taking the Lead in Sustainable Palm Practices. Olam, janvier. Disponible (en anglais) sur olamgroup.com/investor-relations/olam-insights/issue-12016-olam-palm-gabon-sets-benchmark-sustainable-large-scale-palm-plantation-africa/social-licence-taking-lead-sustainable-palm-practices; Olam. Stimulating the Rural Agri Economy through Training and Land Tenure. Disponible (en anglais) sur olamgroup.com/locations/west-central-africa/gabon/crs/stimulating-rural-agri-economy-training-land-tenure.
- ⁷⁰ Groupe CDC et Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft mbH (DEG). 2016. A Guidance Note on Managing Legacy Land Issues in Agribusiness Investments. Groupe CDC et DEG. Disponible (en anglais) sur www.deginvest.de/DEG-Documents-in-English/Download-Center/DEG_CDC_Guidance-Note-on-Managing-Legacy-Land-Issues-in-Agribusiness-Investments-_2016_en.pdf.
- ⁷¹ Wernick, Adam. 2016. Key dam funders withdraw support after murders in Honduras. Public Radio International, 16 avril. Disponible (en anglais) sur www.pri.org/stories/2016-04-16/key-dam-funders-withdraw-support-after-murders-honduras.
- ⁷² Tropical Forest Alliance 2020. 2016. Tropical Forest Alliance 2020 Rapport annuel 2015-16. TFA 2020. Disponible (en anglais) sur www.tfa2020.org/wp-content/uploads/2016/03/TFA-2020-annual-report-2015.pdf.
- ⁷³ McCarthy, Ben. Supply Change: Tracking corporate commitments to deforestation-free supply chains, 2016. Washington, DC: Forest Trends. Disponible (en anglais) sur www.forest-trends.org/documents/files/doc_5248.pdf.

- ⁷⁴ Land Issues Working Group (LIWG) et Mekong Region Land Governance 2016. Experience of Agri-Business Investment in Lao PDR. Vientiane, RDP Lao: LIWG et Mekong Region Land Governance.
- ⁷⁵ Global Witness. 2016. Palm oil giant Golden Veroleum bulldozes religious sites in Liberia protected by armed police. Communiqué de presse, 19 octobre. Disponible (en anglais) sur www.globalwitness.org/en/press-releases/palm-oil-giant-golden-veroleum-liberia.
- ⁷⁶ Global Witness. 2015. The New Snake Oil? Violence, Threats, and False Promises at the Heart of Liberia's Palm Expansion. Londres, Royaume-Uni: Global Witness. Disponible (en anglais) sur www.globalwitness.org/en/campaigns/land-deals/new-snake-oil.
- ⁷⁷ Poquie, Festus. 2016. Palm oil tipped to oust iron ore as Liberia's leading export. Bloomberg, 17 novembre. Disponible sur www.bloomberg.com/news/articles/2016-11-08/palm-oil-tipped-to-replace-iron-ore-as-liberia-s-leading-export.
- ⁷⁸ Global Witness. 2016. Will big plantations help Liberians? New economic study shows costs outweigh benefits. Communiqué de presse, 19 octobre. Disponible (en anglais) sur www.globalwitness.org/en/press-releases/will-big-plantations-help-liberia-economic-study.
- ⁷⁹ Green Advocates International, the Natural Resources Women Platform, et the Alliance for Rural Democracy. 2016. Women: The Least Secure Tenure: Assessing the impact of Large-Scale Land Acquisitions on women's tenure rights in Liberia. Monrovia, Liberia: Green Advocates International.
- ⁸⁰ Conant, Jeff. 2016. Palm oil's toxic legacy in Guatemala. Medium, 7 septembre. Disponible (en anglais) sur medium.com/invironment/palm-oils-toxic-legacy-in-guatemala-df12d58e9f50#.xi1jg84v2; Environmental Investigation Agency. 2015. Peru promotes oil palm expansion despite devastating consequences for Indigenous Peoples & Amazon. Blog EIA, 14 octobre. Disponible (en anglais) sur eia-global.org/blog-posts/peru-promotes-oil-palm-expansion-despite-devastating-consequences-for-indig; Amnesty International. 2016. The Great Palm Oil Scandal: Labour abuses behind big brand names. Londres, Royaume-Uni: Amnesty International. Disponible (en anglais) sur www.amnesty.org.uk/sites/default/files/the_great_palm_oil_scandal_lr.pdf.
- ⁸¹ O'Hara, Cory. Developing-country Producers and the Challenge of Traceability. USAID. Disponible (en anglais) sur www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1868/CoryOHara.pdf.
- ⁸² Oxfam. 2016. Land Rights and Soda Giants: Reviewing Coca-Cola and PepsiCo's land assessments in Brazil. Note de synthèse d'Oxfam. Disponible (en anglais) sur www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bn-land-rights-soda-giants-brazil-201016-en.pdf.
- ⁸³ Transparency for Sustainable Economies. 2016. Disponible (en anglais) sur www.trase.earth.
- ⁸⁴ Pour plus d'informations, visitez tmpsystems.net/ian-risk.
- ⁸⁵ Pour plus d'informations, visitez www.interlakengroup.org.
- ⁸⁶ Nestlé. 2016. Droits humains. Site internet de Nestlé. Disponible (en anglais) sur www.nestle.com/csv/human-rights-compliance/human-rights.

- ⁸⁷ Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. 2016. Liste des 175 signataires de l'Accord de Paris. Nations Unies. Disponible (en anglais) sur newsroom.unfccc.int/media/632121/list-of-representatives-to-high-level-signature-ceremony.pdf.
- ⁸⁸ Hilton, Isabel. 2016. China emerges as global climate leader in wake of Trump's triumph. *The Guardian*, 23 novembre. Disponible (en anglais) sur www.theguardian.com/environment/2016/nov/22/donald-trump-success-helps-china-emerge-as-global-climate-leader.
- ⁸⁹ Néanmoins, une évolution notable survenue à Marrakech est l'engagement pris par sept pays africains producteurs d'huile de palme de protéger leurs forêts tropicales en optant pour une production durable de l'huile de palme, en tenant compte des « principaux indicateurs sociaux, tels que la tenure foncière et les droits des communautés locales et des peuples autochtones. » Gaworecki, Mike. 2016. Seven African countries pledge to protect their tropical forests from unsustainable oil palm development. *Mongabay*, 16 novembre. Disponible (en anglais) sur news.mongabay.com/2016/11/seven-african-countries-pledge-to-protect-their-tropical-forests-from-unsustainable-oil-palm-development.
- ⁹⁰ Initiative des droits et ressources. 2016. Indigenous Peoples and Local Community Tenure in the INDCs: Status and recommendations. Washington, DC: RRI. Disponible (en anglais) sur www.rightsandresources.org/en/publication/indigenous-peoples-local-community-tenure-indcs.
- ⁹¹ Centro para la Autonomía y Desarrollo de los Pueblos Indígenas. 2016. Indigenous Peoples and the Green Climate Fund: Challenges and Proposals. Site internet du CADPI, 11 novembre. Disponible (en anglais) sur www.cadpi.org/single-post/2016/11/11/Indigenous-Peoples-and-the-Green-Climate-Fund-Challenges-and-prospects; Kumar, Sanjay. 2016. Green Climate Fund earmarks more than \$1 billion for developing counties. *Nature*, 19 octobre. Disponible (en anglais) sur www.nature.com/news/green-climate-fund-earmarks-more-than-1-billion-for-developing-countries-1.20834.
- ⁹² ONU-REDD. 2016. Nigeria. Disponible sur www.unredd.net/regions-and-countries/africa/nigeria.html.
- ⁹³ Gaworecki, Mike. 2016. Nigerian superhighway project draws international attention over threats to local communities and wildlife. *Mongabay*, 2 novembre. Disponible (en anglais) sur news.mongabay.com/2016/11/nigerian-superhighway-project-draws-international-attention-over-threats-to-local-communities-and-wildlife.
- ⁹⁴ Blackrock. 2015. Infrastructure Rising: An asset class takes shape. Blackrock. Disponible (en anglais) sur www.blackrock.com/institutions/en-axj/literature/market-commentary/infrastructure-rising-an-asset-class-takes-shape-april-2015-axj.pdf; To, Henry. 2015. Three ways to profit From \$78 trillion In global infrastructure investment. *Forbes*, 25 novembre. Disponible (en anglais) sur www.forbes.com/sites/greatspeculations/2015/11/25/three-ways-to-profit-from-78-trillion-in-global-infrastructure-investment.
- ⁹⁵ Pires, Victor. 2016. Indigenous People protest against the violation of their rights in front of Brasilia embassies. *Amazon Watch*, 12 juillet. Disponible (en anglais) sur amazonwatch.org/news/2016/0712-indigenous-people-protest-against-the-violation-of-their-rights-in-front-of-brasilia-embassies.

- ⁹⁶ Citizens' Report, Community Forest Rights-Learning and Advocacy Process. 2016. Promise and Performance: 10 Years of the Forest Rights Act in India. New Delhi: CFR-LA. Disponible (en anglais) sur www.rightsandresources.org/en/publication/promise-performance-10-years-forest-rights-act-india.
- ⁹⁷ Wily, Alden Liz. 2016. The long road to land titling: Kenya finally enacts new laws. Thomson Reuters Foundation, 2 septembre. Disponible (en anglais) sur news.trust.org/item/20160902102932-xsime; Bank Information Center. 2016. Alert: Eviction order issued to the Sengwer people to leave their ancestral land—with just 7 days notice. Bank Information Center, 6 décembre. Disponible (en anglais) sur www.bankinformationcenter.org/alert-eviction-order-issued-to-the-sengwer-people-to-leave-their-ancestral-land-with-just-7-days-notice.
- ⁹⁸ Initiative des droits et ressources. 2016. Community Rights and Tenure in Country Emission Reduction Programs: Status and risks for the FCPF Carbon Fund. Washington, DC: RRI. Disponible (en anglais) sur rightsandresources.org/wp-content/uploads/2016/06/RRI_Community-Rights-and-Tenure-in-Country-Emission-Reduction-Programs_June-2016.pdf.
- ⁹⁹ Rainforest Foundation Royaume-Uni. 2016. Community Forests in DRC: Towards equitable and sustainable forest management. Synthèse. Rainforest Foundation Royaume-Uni. Disponible (en anglais) sur blog.mappingforrights.org/wp-content/uploads/3171759-ENG-FINAL-WEB.pdf.
- ¹⁰⁰ PressAfrik. 2016. Politique foncière - le CESE adopte le projet de document: une législation pour régler les problèmes de litiges. PressAfrik, 16 novembre. Disponible sur www.pressafrik.com/Politique-fonciere-le-CESE-adopte-le-projet-de-document-une-legislation-pour-regler-les-problemes-de-litiges_a157013.html; Agence de Presse Sénégalaise. 2016. Le CESE Approuve les Propositions sur la Réforme de la politique foncière. APS, 16 novembre. Disponible sur aps.sn/actualites/societe/article/le-cese-approuve-les-propositions-sur-la-reforme-de-la-politique-fonciere.
- ¹⁰¹ Le Hub Rural. 2016. Sénégal : tenue de l'atelier national de validation du document de politique foncière. Le Hub Rural. Disponible sur www.hubrural.org/Senegal-tenue-de-l-atelier.html?lang=fr.
- ¹⁰² Le Hub Rural. 2016. Sénégal : communiqué du Collectif de Défense des Terres du Ndiael contre l'entreprise Sen Huile. Le Hub Rural. Disponible sur www.hubrural.org/Senegal-communique-du-Collectif-de.html?lang=fr; Le Collectif de Défense des Terres du Ndiael. 2016. Non à la vente des terres du Ndiael ! Restitution des terres aux populations ! (Communiqué). Ndarinfo, 21 octobre. Disponible sur www.ndarinfo.com/Non-a-la-vente-des-terres-du-Ndiael--Restitution-des-terres-aux-populations--Communique_a17263.html.
- ¹⁰³ All Africa. 2016. Sénégal: Le nœud de la réforme foncière. All Africa, 17 octobre. Disponible sur fr.allafrica.com/stories/201610171192.html.
- ¹⁰⁴ Jakarta Globe. 2016. Indonesia Sends First FLEGT Timber to EU. Jakarta Globe, sans date. Disponible (en anglais) sur jakartaglobe.id/business/indonesia-sends-first-flegt-timber-eu.

- ¹⁰⁵ Duffield, Lindsay. 2016. Europe's trail-blazing tropical forest policy is working. Thomson Reuters Foundation, 4 mai. Disponible (en anglais) sur [news.trust.org//item/20160504103033-5z16p](https://news.trust.org/item/20160504103033-5z16p); FERN. 2016. Do FLEGT VPAs improve governance? Examining how FLEGT VPAs are changing the way forests are owned and managed. FERN Synthèse. Disponible (en anglais) sur www.fern.org/sites/fern.org/files/impactreport_lowres.pdf.
- ¹⁰⁶ FLEGT.org. 2016. Ghana advances towards FLEGT licensing. November 25. Disponible (en anglais) sur flegt.org/en_US/news/content/viewItem/ghana-advances-towards-flegt-licensing/25-11-2016/63; Simpson, Robert. 2016. Why legal timber matters. Thomson Reuters Foundation, 16 novembre. Disponible (en anglais) sur news.trust.org/item/20160916093241-c2eht; The Online Resource for Civil Society Perspective on Voluntary Partnership Agreements. 2015. Reflections on the FLEGT Process in Ghana: Success and Challenges from a Civil Society Perspective. Disponible (en anglais) sur loggingoff.info/wp-content/uploads/2015/09/REFLECTIONS-ON-THE-FLEGT-PROCESS-IN-GHANA-.pdf.
- ¹⁰⁷ Rainforest Foundation Norvège. 2016. Norwegian state commits to zero deforestation. News, 26 mai. Regnskogfondet. Disponible (en anglais) sur www.regnskog.no/en/news/norwegian-state-commits-to-zero-deforestation-1.
- ¹⁰⁸ Blundell, Arthur G. et Emily E. Harwell. 2016. How Do Peace Agreements Treat Natural Resources? Washington, DC: Forest Trends. Disponible (en anglais) sur www.forest-trends.org/releases/p/peace_and_resources.
- ¹⁰⁹ Almeida, Fernanda. 2017. Legal Options to Secure Community-Based Property Rights. Washington, DC: Rights and Resources Initiative.
- ¹¹⁰ Jones, Sam. 2014. Stop investing in Colombian blood: land activists appeal to the UK. The Guardian, 10 novembre. Disponible (en anglais) sur www.theguardian.com/global-development/2014/nov/10/colombia-land-grabs-activists-appeal-uk.
- ¹¹¹ Moloney, Anastasia. 2016. Latin America has more unequal land distribution, Colombia fares worst—charity. Thomson Reuters Foundation, 30 novembre. Disponible (en anglais) sur news.trust.org/item/20161130182259-zbnrl.
- ¹¹² Bolaños, Omaira. 2016. Rights for indigenous and Afro-Colombian communities are crucial for Colombia's peace. The Washington Post, 7 octobre. Disponible (en anglais) sur www.washingtonpost.com/news/global-opinions/wp/2016/10/07/rights-for-indigenous-and-afro-colombian-communities-is-crucial-for-colombias-peace.
- ¹¹³ Global Witness. 2016. Congo Threatens to Open World's Second Largest Rainforest to New Industrial Loggers. Communiqué de presse, 2 mars. Disponible (en anglais) sur www.globalwitness.org/en/press-releases/congo-threatens-open-worlds-second-largest-rainforest-new-industrial-loggers.
- ¹¹⁴ Al Jazeera. 2016. DRC delays election to 2018 despite opposition anger. Al Jazeera, 17 octobre. Disponible (en anglais) sur www.aljazeera.com/news/2016/10/drc-delays-election-2018-opposition-anger-161016135155845.html.

- ¹¹⁵ Burke, Jason. 2016. Clashes in Kinshasa leave 50 dead, say DRC opposition groups. *The Guardian*, 20 septembre. Disponible (en anglais) sur www.theguardian.com/world/2016/sep/19/democratic-republic-congo-demonstrations-banned-police-killed-joseph-kabila-etienne-tshisekedi.
- ¹¹⁶ Katombe, Kenny. 2016. Congo cabinet resigns as part of deal for Kabila to stay. *Reuters*, 14 novembre. Disponible (en anglais) sur www.reuters.com/article/us-congo-politics-idUSKBN13914P.
- ¹¹⁷ Partlow, Joshua et Nick Miroff. 2016. Colombia's congress approves historic peace deal with FARC rebels. *The Washington Post*, 30 novembre. Disponible (en anglais) sur www.washingtonpost.com/world/the_americas/colombian-congress-approves-historic-peace-deal/2016/11/30/9b2fda92-b5a7-11e6-939c-91749443c5e5_story.html.
- ¹¹⁸ Oxfam. 2016. On the road to peace in Colombia, it's important to remember the underlying causes of conflict. *Oxfam*, 9 février. Disponible (en anglais) sur politicsofpoverty.oxfamamerica.org/2016/02/on-the-road-to-peace-in-colombia-its-important-to-remember-the-underlying-causes-of-conflict.
- ¹¹⁹ USAID. 2016. Liberia: Country profile. *USAID*. Disponible (en anglais) sur www.land-links.org/country-profile/liberia.
- ¹²⁰ Guilbert, Keiran. 2016. Failure to pass land law could plunge Liberia back into conflict—activists. *Thomson Reuters Foundation*, 14 juillet. Disponible (en anglais) sur news.trust.org/item/20160714050204-8cnya.
- ¹²¹ Duncan, Jennifer et Jaron Vogelsang. 2016. Liberia is at a crossroads: recognizing land rights can safeguard against violence. *Thomson Reuters Foundation*, 10 août. Disponible (en anglais) sur news.trust.org/item/20160810131830-5ex4j.
- ¹²² Tine, Alioune. 2016. Liberia must learn to honor the rights of rural residents to manage their own land. *Los Angeles Times*, 29 août. Disponible (en anglais) sur www.latimes.com/world/global-development/la-fg-global-liberia-human-rights-oped-snap-story.html.
- ¹²³ Valente, Rubens. 2016. Documento do governo altera regra para demarcar terra indígena. *Folha de S. Paulo*, 12 décembre. Disponible (en portugais) sur www1.folha.uol.com.br/poder/2016/12/1840543-documento-do-governo-altera-regra-para-demarcacao-terra-indigena.shtml.
- ¹²⁴ Pour plus d'information, visitez timby.org/2016/04/17/How-to-Save-a-Forest.html.
- ¹²⁵ Cameroun, Inde, Indonésie, Liberia, Mali, Panama et Pérou. Pour plus de détails, contactez communications@rightsandresources.org (pour l'Inde) ou communications@thetenurefacility.org (pour les autres pays énumérés).

DÉDICACE

Ce rapport est dédié aux familles et aux communautés des militants pour les droits fonciers qui ont perdu la vie en 2016.

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé par Jamie Kalliongis et le personnel du Groupe pour les Droits et Ressources, avec des contributions des Partenaires, des Réseaux affiliés et des Membres associés de RRI. Les auteurs remercient Lou Munden, Ben Bowie, Alastair Sarre et Fred Pearce pour leurs inestimables contributions et leur soutien éditorial.

L'Initiative des droits et ressources

Washington, D.C. Copyright © 2017 Rights and Resources Initiative
Reproduction autorisée avec mention de la source
ISBN 978-0-692-82287-6

Pour citation : Initiative des droits et ressources. 2017. Des risques et conflits à la paix et la prospérité : l'urgence de sécuriser les droits fonciers communautaires dans un monde en pleine turbulence. Washington, D.C.: Initiative des droits et ressources.

Conception et mise en page : Lomangino Studio (www.lomangino.com).

Version française : Alexandra Lefevre (alpd138@gmail.com)



Imprimé sur papier certifié par le Forest Stewardship Council®



2715 M Street NW
Suite 300
Washington, DC 20007
www.rightsandresources.org/fr